

LE FIGARO

La Revision du procès Dreyfus à la Cour de cassation

Séance du jeudi 1^{er} juin 1899 — Compte rendu in extenso

PLAIDOIRIE

DE

M^e MORNARD

L'audience est ouverte à midi cinq.

M. le premier président. — M^e Mornard, vous avez la parole.

M^e Mornard. — Monsieur le premier président, messieurs.

En me levant à votre barre aujourd'hui, j'ai au cœur, tout à la fois, une grande espérance et une grande ambition. J'ai l'espérance — et à cet égard je ne crains pas de déception, puisque je suis dans votre prétoire — d'arriver enfin aujourd'hui à la réparation d'une lamentable erreur judiciaire, réparation qu'à travers les vicissitudes d'une lutte épuisante je poursuis depuis si longtemps de toutes les forces de mon âme. J'ai l'ambition, d'autre part, d'arriver du même coup à jeter un peu de paix dans les esprits de ce pays, et à faire pénétrer au cœur même de nos adversaires les plus acharnés une part de la conviction qui m'a soutenu et de la certitude que fait jaillir votre instruction.

Sans doute, messieurs, la violence même des passions qui se sont déchaînées dans cette affaire et mon peu d'autorité sont bien de nature à faire apparaître une telle ambition comme fort présomptueuse de ma part. Mais j'ai trop le respect du caractère même de mes adversaires pour penser un instant qu'elle puisse avoir rien de chimérique. C'est dire que pas plus aujourd'hui qu'il y a sept mois, je n'apporte à votre barre une parole acerbe, et si d'aventure, au cours de la longue route qui me faut parcourir, il m'arrive, de que je ne sois pas, de laisser échapper de mes lèvres, dans l'état d'extrême fatigue où je me trouve, quelque propos qui paraisse blessant pour un quelconque de mes contradicteurs, je le prie d'avance de vouloir bien considérer ce propos comme l'expression insuffisamment surveillée d'une conviction trop ardente.

En l'état actuel, il ne m'appartient plus, du reste, de vous présenter un résumé aussi rapide que possible des débats sur lesquels vous avez à statuer. Après le magistrat rapporteur que vous avez entendu, après ce monument que M. le président de votre Chambre civile a élevé, je puis le dire, à l'honneur de la justice humaine, après les conclusions si remarquables, si éloquentes, si vigoureuses et si décisives de M. le procureur général, je puis affirmer que la lumière que nous sollicitons éclaircira, illumine aujourd'hui jusque dans ses moindres détails une affaire que tant de passions diverses avaient obscurcie à l'envi.

Je me propose donc de vous retracer sommairement le tableau de ce procès de 1894 dont nous demandons la revision, de rechercher quels en furent les éléments, et d'examiner ensuite comment se comporta chacun de ces éléments à la lumière des faits nouveaux qu'a révélés l'enquête.

Qu'est-ce donc que ce procès de 1894 ? Au premier coup d'œil jeté sur la procédure suivie contre Alfred Dreyfus, apparaît déjà une singularité bien extraordinaire. Toute accusation, en effet, se compose d'éléments moraux et d'éléments matériels. Or, dans le procès suivi en 1894 contre Alfred Dreyfus, les éléments moraux sont remplacés par des simulacres dus à l'imagination romantique de l'agent Guénié, et le crime reproché à Dreyfus apparaît toujours comme un crime sans mobile et sans but, comme un crime véritablement absurde et psychologiquement inexplicable.

Les éléments moraux, on les a cherchés pendant cinq années, et le crime reste toujours inexplicable et inexplicable. Ce crime, le plus ignoble, le plus vil, ce crime que ne peuvent même excuser les égarements de la passion, ce crime qui ne peut s'expliquer que par les calculs les plus abjects, ce crime dont on accuse un officier français, reste toujours absolument inexplicable, et il apparaît aller à l'encontre des intérêts de l'inculpé lui-même.

Dreyfus est Alsacien, il appartient à une famille universellement estimée en Alsace : il refuse d'accepter l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne ; il refuse la situation brillante que lui offre l'établissement paternel, et il se consacre uniquement, il consacre toute sa vie, à la défense de ce drapeau français qu'il ne peut plus voir flotter en Alsace.

Il vient en France, suivre les cours de l'Ecole militaire, qui n'a jamais, que je sache, fourni de traîtres à la patrie. Il suit les cours de l'Ecole polytechnique, de l'Ecole de Fontainebleau, de l'Ecole de guerre ; partout, dans sa carrière militaire, les meilleures notes l'accompagnent. On vous a donné lecture de quelques-unes de ces notes ; permettez-moi de les faire passer intégralement sous vos yeux. Vous trouverez là le tableau de toute sa vie militaire ; vous suivrez pas à pas ses progrès ; vous verrez comment il est universellement estimé de ses chefs ; on ne lui reproche qu'une déplorable intonation. Je ne sache pas qu'il y ait là de quoi faire condamner un officier à la prison !

Voici ces notes. — Janvier 1882 :

Notes de l'Ecole d'application : constitution et santé bonnes, physique bien ; pourra faire un bon officier ; mais n'a rien qui le signale d'une manière particulière. Sorti 32 sur 97.

Janvier 1883 :

M. Dreyfus vient d'arriver au régiment ; il n'est pas assez connu pour être noté.

Janvier 1884 :

M. Dreyfus est un homme intelligent, rempli de bonne volonté ; a, depuis son arrivée au corps, montré du zèle pour le service et de l'application dans la manœuvre ; mais a encore beaucoup à faire pour compléter son éducation militaire. Son intonation est très mauvaise ; mais, en continuant à servir comme il le fait, pourra devenir un bon officier.

En juin 1884, M. Dreyfus a été placé à la 11^e batterie d'artillerie à Paris :

Il pourra faire un bon officier ; mais il a beaucoup à faire pour être à la hauteur. Il est zélé et consciencieux.

Juillet 1884 :

Officier zélé, intelligent, a beaucoup d'entraînement, convient très bien au service de la manœuvre à cheval.

Janvier 1885 :

Officier très actif, cavalier hardi ; a besoin de perfectionner son intonation.

Janvier 1886 :

Officier plein d'entraînement, cavalier excellent, instruit, intelligent, dirige très bien la batterie. A malheureusement une déplorable intonation.

Janvier 1887 :

Le lieutenant Dreyfus a très bien dirigé la batterie de l'Ecole militaire.

Janvier 1888 :

Excellent officier, commande très bien la batterie, a montré d'excellentes qualités dans la manœuvre.

Juillet 1888 :

Excellent officier, commande bien, très adroit, mais mauvaise intonation.

Août 1888 :

Le meilleur lieutenant du groupe des batteries, sait beaucoup et apprend toujours. Servi par une excellente mémoire et une intelligence très vive, a de grandes qualités d'instruction et de commandement, s'est montré excellent instructeur, dirige bien la manœuvre à pied et à cheval.

Octobre 1888 :

Continue à mériter les meilleures notes.

Janvier 1889 :

Très bonne instruction, s'est bien montré aux manœuvres, a gagné un peu d'intonation.

Juillet 1889 :

Excellent lieutenant, commande très bien son personnel, sait beaucoup, quoique préparé encore ses examens d'admission à l'Ecole supérieure de guerre.

Le 3 octobre 1889, M. Dreyfus a été nommé capitaine au 2^e régiment d'artillerie.

Par décret du 22 septembre il est détaché à l'Ecole centrale de pyrotechnie militaire :

Janvier 1890 :

Chargé du cours de mathématiques et de dessin aux élèves qui se préparent à l'Ecole de guerre.

Juillet 1890 :

S'acquitte très bien de ses fonctions, a été admis à suivre les cours de l'Ecole de guerre.

5 novembre :

Admis par décision ministérielle à suivre les cours de l'Ecole de guerre.

1891 et 1892 : ce sont les notes de l'Ecole de guerre ; elles sont très bonnes, j'aurai à y revenir dans un instant et je passe.

1893. Il est alors à l'état-major.

Officier très intelligent, rédige très bien, a déjà des connaissances fort étendues et est en mesure de traiter bien des questions avec des idées personnelles. Veut et doit arriver.

Deuxième semestre 1893. Nous arrivons, messieurs, à l'unique note qui ne soit pas absolument bonne, l'unique note qui soit je ne dirai pas mauvaise, mais qui soit, que la Cour me permette l'expression d'une malveillance quelque peu tendancieuse :

Officier très intelligent et très bien doué, mais prétentieux et ne remplissant pas, au point de vue du caractère, de la conscience et de la manière de servir, les conditions nécessaires pour être employé à l'état-major de l'armée.

Cette note, messieurs, est signée Fabre ; mais elle n'émane pas en réalité du colonel Fabre, et vous avez pu voir, par les documents imprimés qui vous ont été distribués, comment les appréciations consignées dans cette note avaient été émises.

Voici en effet comment dépose le colonel Fabre dans l'instruction de 1894 :

Ayant eu à noter cet officier, le capitaine Dreyfus, d'après les renseignements qui m'avaient été fournis sur son compte par le commandant Berlin et le lieutenant-colonel

Rogé, à cette époque sous-chef de bureau, je le signalai sur son folio personnel comme ne remplissant pas les conditions voulues pour être employé à l'état-major de l'armée.

C'est donc, messieurs, sur les renseignements fournis par le lieutenant-colonel Rogé, à cette époque sous-chef de bureau, que cette note a été rédigée.

Quel a donc été, messieurs, le fait à raison duquel le lieutenant-colonel Rogé s'est montré si sévère appréciateur du caractère de Dreyfus ?

Vous pouvez vous reporter, messieurs, à la déposition du lieutenant-colonel aujourd'hui général Rogé, faite devant votre Chambre criminelle.

Voici comment le général Rogé s'exprime à cet égard :

Au 4^e bureau, on fait faire aux stagiaires un travail de transport fictif comme exercice fictif, parce qu'on leur donne des corps d'armée quelconques à transporter par une ligne de chemin de fer quelconque, sans que ce transport ait aucun rapport avec la réalité.

J'ai donné, pendant le deuxième semestre 1893, des transports de ce genre au stagiaire Dreyfus.

Il est venu m'exposer à deux reprises, dans mon bureau, les difficultés qu'il rencontrait à faire ce travail, et il m'a demandé d'une façon précise à faire le transport réel de deux corps d'armée par leurs lignes de transport réelles, sous prétexte que ce serait plus intéressant.

Je ne pouvais pas accéder à ce désir et j'ai conservé, je l'avoue, une mauvaise impression de ce fait. C'est, d'ailleurs, tout ce que j'ai eu à lui reprocher, et c'était un officier remarquable sous tous les rapports.

Ainsi, messieurs, c'est parce que le capitaine d'artillerie breveté d'état-major Dreyfus est venu demander à son sous-chef de lui faire faire un travail qui ait quelque utilité réelle, de lui permettre d'appliquer ses connaissances et ses facultés à une œuvre d'utilité quelconque, au lieu de lui faire faire des devoirs d'écolier ; c'est, dis-je, à raison d'une pareille demande, formulée par un capitaine d'état-major, que ce capitaine reçoit la note « officier ne remplissant pas, au point de vue du caractère, de la conscience et de la manière de servir, les conditions nécessaires pour être employé à l'état-major de l'armée » !

Vous voudrez bien vous souvenir, messieurs, que cette note est l'unique note mauvaise du capitaine Dreyfus, et que dans toute sa vie militaire on ne trouve que cette note mauvaise, et vous voudrez bien vous rappeler quels motifs l'avaient inspirée.

Voilà donc, messieurs, toute la vie militaire de Dreyfus exposée devant vous, car, après cette note du général Rogé, il n'y en a plus qu'une. Les bonnes notes représentent l'officier « très intelligent, travaillant facilement et peut-être un peu trop sûr de lui. Sait très bien l'allemand, tient à utiliser consciencieusement son stage ».

Est-ce là, messieurs, l'attitude d'un coupable ? Bien des témoins vous ont présenté Dreyfus comme éprouvant une satisfaction, d'ailleurs très légitime, à monter à ses supérieurs hiérarchiques quelle était la somme de connaissances qu'il avait déjà recueillies, se montrant fier même de ses connaissances acquises par son travail. Le général Rogé vous l'a montré confiant avec le chef de l'état-major sur les dernières découvertes de l'artillerie.

D'autres témoins vous l'ont montré, au tableau noir, indiquant quels étaient les points faibles et les points forts du plan de défense. Et c'est cet officier universellement bien noté qui fait montre constamment de ses connaissances en présence de ses supérieurs, qui est fier de montrer ces connaissances, de montrer comment il a pu acquérir tous les renseignements sur les questions les plus nouvelles, c'est cet officier qui a trahi ? et fourni à des puissances étrangères les renseignements dont il fait montre devant les chefs de l'état-major ? Est-ce véritablement un crime possible ? Est-ce que cet homme n'est pas calomnié par une telle accusation ?

Mais, il y a plus. Est-ce qu'un espion met ses amis, ses connaissances, au courant de son intérieur, de ses relations, de ses voyages, et de tout ce qu'il fait, en un mot ?

Et combien de témoins ont dit que Dreyfus éprouvait une grande satisfaction à leur parler de son intérieur, de sa femme, de ses enfants, de ses voyages. C'est toute sa vie qu'il leur montre. Et c'est là un espion ? Jamais, messieurs !

Mais alors c'est la misère sans doute qui a poussé cet homme à commettre le crime dont l'accuse ? Voilà un homme dont l'unique but est d'arriver, qui a tout pour lui, qui veut et doit arriver au plus haut grade de l'armée, et nécessairement, s'il se livre à ces pratiques de l'espionnage, il ruine et compromet pour toujours son avenir militaire. Alors, c'est la misère qui l'a poussé à cet acte ?

Dreyfus est riche. Dreyfus, d'après une information faite en 1894, avait recueilli une somme d'environ 227.000 francs dans la succession maternelle ; mais il est établi par des pièces comptables, qui figurent au dossier, que sa fortune, en 1897, se montait à 300.000 francs, fortune personnelle et, d'autre part, si les questions de sentiment ont sans doute été considérées avant quelques autres par Dreyfus quand il a contracté mariage, au moins Dreyfus avait lui aussi épousé une femme riche. Il s'était allié, en 1890, à la

famille Hadamard, famille de notables négociants de Paris, très honorablement connue, et sur laquelle la calomnie n'a jamais pu arriver à mordre.

Donc, voilà un jeune ménage qui a tout pour lui, qui a la fortune, qui est exempt de soucis, qui voit l'avenir merveilles devant lui en ce qui concerne la position du mari. Deux enfants sont venus bénir cette union.

Dreyfus avait une vie d'intérieur — c'est le commandant du Paty de Clam qui dit cela :

Le ménage, dit-il, mène une existence régulière et mène un train de vie apparent proportionné à ses ressources.

Donc, messieurs, tous ces dires exaltent nécessairement la possibilité d'un acte pareil. Voilà cet homme qui n'a qu'un désir au cœur, qui a tout pour lui, la famille, la fortune ; qui n'a qu'un désir en dehors de cela, c'est d'avancer, d'arriver à ces hauts grades de l'armée, auxquels on se lui permet d'espérer. Et, alors, on l'accuse d'espionnage ! Mais quelle sera véritablement la raison d'être de ce crime ?

En 1894 même, après avoir vainement effectué des espèces de recherches à cet égard, on eut recours au sieur Guénié.

Le sieur Guénié était policier attaché au ministère de la guerre, policier d'ordre quelque peu romantique et dont l'imagination n'est jamais lasse. La Cour connaît cet étrange rapport du sieur Guénié qui note des conversations, des propos de café, affirmant que le public veut des poursuites contre Dreyfus, et qui, plus tard, va même jusqu'à alléguer que les magistrats de la Cour lisent leurs travaux confidentiels chez un pharmacien du quartier ! L'imagination de Guénié, sollicitée par Henry, pouvait assurément se donner libre carrière.

Aussi, vous avez au dossier toute une série de rapports de Guénié affirmant que Dreyfus avait des relations avec des femmes galantes ; que, d'autre part, il fréquentait des cercles où l'on joue... Ces rapports, messieurs, sont déjà quelque peu insuffisants par eux-mêmes, car, enfin, les relations avec des femmes galantes, la fréquentation de cercles où l'on joue, tout en n'étant pas des faits parfaitement honorables en eux-mêmes, ne créent pas nécessairement pour celui qui s'y donne un fait reprochable, s'il est établi que celui qui fréquente les cercles où l'on joue, ou les femmes galantes, a une fortune personnelle pour donner satisfaction à ses vices. Il est bien certain que ce ne sera pas là une cause nécessaire d'espionnage, que cet homme ne sera pas réduit par ces vices mêmes à un état de besoin qui l'amènera aux pires expédients pour donner satisfaction à ses passions.

Or il n'a jamais été établi que Dreyfus avait fait avec des femmes galantes ou dans les cercles où l'on joue des dépenses considérables, et M. le commandant d'Ormescheville, qui a fouillé avec soin tous les papiers, les registres de Dreyfus, a relevé comme grosses dépenses de jeu une dépense de 50 fr. ! Dreyfus a expliqué qu'il n'avait pas le goût du jeu, mais que dans une réunion il avait été obligé, par décorum, par nécessité en quelque sorte, de prendre part à un jeu organisé, et qu'il avait été entraîné à cette grosse perte de 50 fr. Voilà, messieurs, tout ce que l'on trouve dans le procès de 1894 comme éléments moraux.

LE BORDEREAU

Qu'y avait-il en dehors de ces éléments moraux du procès de 1894 comme élément matériel ? Il y avait, messieurs, une pièce unique qui a paru aux débats ; cette pièce, vous la connaissez, c'est le bordereau.

Je n'ai pas à insister sur ce point, la chose a été cent fois établie, le rapport de M. le commandant du Paty de Clam et le rapport de M. d'Ormescheville sont très catégoriques à cet égard, la seule base de l'accusation portée contre Dreyfus c'est le bordereau, la seule base ostensible, l'élément matériel seul versé aux débats.

Sur ce bordereau, quelles mesures d'instruction peut-on édifier ? Evidemment, deux mesures d'instruction s'imposent : une expertise en écriture et une enquête. L'expertise en écriture aura pour but de rechercher si l'écriture de ce document peut être imputée à Dreyfus, et d'autre part une enquête tendant à établir que Dreyfus a recueilli ou a pu recueillir les documents qui sont énumérés dans ce bordereau.

Ce sont, effectivement, messieurs, les deux mesures d'instruction auxquelles on a procédé. L'expertise a eu lieu ; quatre experts en écriture ont été consultés : deux se sont prononcés pour Dreyfus, deux se sont prononcés contre. Le chef du service anthropométrique, M. Bertillon, est venu les départager en se prononçant contre Dreyfus. Je reviendrai plus tard sur ces divergences.

Puis l'enquête que vous connaissez. Elle est imprimée, elle est au dossier ; mais, si l'on parcourt, si on lit même attentivement toutes les dépositions des témoins de 1894, une réflexion s'impose ! On constate que tous ces témoins ont bien pu venir attester que Dreyfus se montrait particulièrement curieux des questions nouvelles, que même on l'avait vu dans certains bureaux en dehors des heures réglementaires ; mais aucun témoin n'est venu attester que Dreyfus

ait précisément demandé l'un des renseignements qui figurent au bordereau, que Dreyfus se soit procuré en 1894 les renseignements qui sont visés par le bordereau. On a simplement établi quoi ?

Oh ! sur ce point, messieurs, je suis parfaitement d'accord avec l'accusation. Il est manifeste que si Dreyfus avait voulu se procurer les documents qui sont visés par le bordereau, lui, capitaine d'état-major, les eût certainement obtenus. Mais n'est-il pas curieux que, parmi tous ces témoins entendus, aucun d'eux n'ait pu attester qu'un seul des renseignements qui sont visés par le bordereau lui ait été demandé, ait été fourni à Dreyfus précisément au moment où s'effectuait la livraison de ces documents à la puissance étrangère ? L'enquête, messieurs, me paraît, elle aussi, avoir donné des résultats quelque peu incertains. Pas plus que l'expertise en écriture, elle n'a été concluante. Mais enfin, c'est toute l'instruction.

Donc, à côté des éléments moraux représentés par le rapport de Guénié, vous trouvez un élément matériel, le bordereau, sur lequel on a édifié une expertise et une enquête qui ne sont ni l'une ni l'autre concluantes.

LES COMMUNICATIONS SECRÈTES

Est-ce tout comme éléments de ce procès de 1894 ? Non, messieurs, à côté des éléments moraux représentés par le rapport de Guénié, à côté des éléments matériels ostensibles versés aux débats, représentés par le bordereau, il y a eu d'autres éléments matériels occultes ; ceux-là non communiqués à Dreyfus. Et cette révélation d'un dossier secret communiqué au Conseil de guerre en dehors de la défense, cette révélation, messieurs, il est aujourd'hui impossible d'en méconnaître la certitude. Déjà, lorsque j'avais l'honneur de discuter cette affaire devant la Chambre criminelle, en octobre dernier, déjà cette révélation était établie par les pièces qui étaient au dossier. Elle résultait déjà d'articles publiés par les journaux officiels de l'état-major, l'Eclair du 15 septembre 1896, l'Echo de Paris du 16 novembre 1897, le Gaulois du 3 novembre 1897. Mais on pouvait croire alors que ce n'était là que des articles de journaux. On sait aujourd'hui que c'étaient des communiqués du commandant du Paty de Clam ; et des lors quelle importance n'ont pas ces articles de journaux ?

A côté de ces révélations faites par la presse officielle de M. du Paty de Clam, on trouvait, dans le dossier d'octobre 1898, quatre rapports du colonel Picquart envoyés au ministère de la justice, sur la demande même de M. le garde des sceaux (septembre 1898), et spécialement le rapport du 15 septembre 1898 faisant connaître tous les détails de cette communication aux membres du Conseil de guerre.

Ajoutons, comme supplément de preuves et comme déclarations concordantes, les témoignages recueillis au cours du procès Zola, la déclaration de M. Jannet qui figure au dossier du Conseil de guerre Esterhazy — pièce n^o 69.

Et j'arrive immédiatement, messieurs, aux témoignages reçus par la Cour elle-même au cours de son instruction. Aucun témoin n'a osé nier devant vous cette communication. Certains témoins ont affirmé le fait sous la foi du serment ; d'autres se sont dérobés aux questions ; ils ont dit ne rien en connaître, ne rien en savoir ; et ceux qui ne pouvaient arguer de leur ignorance, MM. Mercier et de Boisdeffre, ceux-là ont catégoriquement refusé de répondre.

Le 24 janvier 1898, le gouvernement était interpellé sur cette question et M. Méline, à la Chambre des députés, répondait à l'interpellateur, le député Jaurès : « Je n'ai pas à vous répondre. On vous répondra ailleurs ».

Ailleurs ? Où cela ? Au procès Zola, devançant la Cour d'assises, où le débat allait alors s'ouvrir. Au procès Zola, devant la Cour d'assises, où les débats étaient alors commencés, le général Mercier est harcelé de questions par mes deux vaillants confrères Labori et Clemenceau. La question est formulée ; mais M. le président des assises refuse de la poser.

« Nous ne sommes pas ici, fait observer M. le président des assises, — ce sont les termes mêmes qu'il emploie, — devant une Cour de revision. Je ne poserai pas la question. »

En novembre 1898, nous sommes, cette fois, devant la Cour de revision, et cette fois la question est posée. M. le général Mercier, M. le général de Boisdeffre refusent catégoriquement de répondre à la question posée. Mais d'autres témoins se sont montrés plus respectueux et de la Cour suprême et de la justice de leur pays, et M. le Président de la République, Casimir-Perier, lorsqu'il a été interrogé, a répondu :

M. Casimir-Perier, ancien Président de la République, a catégoriquement affirmé qu'il avait vu au moins une des pièces visées par le colonel Picquart, et la plus importante de toutes, avait été communiquée au Conseil de guerre de Dreyfus, et que le fait lui avait été absolument attesté par le général Mercier lui-même.

D'autre part, le colonel Picquart a confirmé, sous la foi du serment, les renseignements qu'il avait apportés à

M. le garde des sceaux, et qui avaient été communiqués à la Cour suprême. Le colonel Picquart faisait remarquer que non seulement dans cette communication secrète au Conseil de guerre, il y avait des pièces accusatrices qui n'avaient pas été montrées à son défenseur, mais le colonel Picquart déclarait, en outre, que ces pièces étaient accompagnées d'un commentaire du commandant du Paty de Clam, d'un véritable acte d'accusation clandestin, si bien que non seulement on communiquait des pièces au Conseil de guerre, mais que la porte même des délibérations s'ouvrait à l'accusation, alors qu'elle se fermait à la défense.

D'autre part, si les déclarations concordantes de M. le colonel Picquart et du Président de la République, M. Casimir-Perier, ne vous paraissent pas suffisamment explicites, vous avez la possibilité d'obtenir à cet égard toutes espèces de renseignements complémentaires ; et le capitaine Freystattler a demandé à comparaître devant vous pour libérer sa conscience. Par un scrupule que peut-être je trouverais exagéré, vous avez pensé que le capitaine Freystattler ne devait pas être interrogé sur ce qui s'était passé dans la salle des délibérations. Mais le capitaine Freystattler ne pensait pas que le secret des délibérations pût porter même sur les objets extrinsèques à la délibération elle-même. Il avait déjà déclaré devant des témoins qui vous ont rapporté ses propos sous la foi du serment, notamment M. Honnorat, que, effectivement, des pièces avaient été communiquées aux membres du Conseil de guerre, et que parmi ces pièces figurait notamment la pièce : « Ce canaille de D... ».

C'en est pas tout encore. M. Laroche, ancien résident de France à Madagascar, est venu, dans une déposition extrêmement importante, vous signaler l'effet produit par cette communication. Devant la Chambre criminelle, il déposait en ces termes :

En 1896, alors que j'étais résident général à Madagascar, avant que l'on parlât d'erreur judiciaire dans le procès Dreyfus, au cours d'une conversation il m'arriva de demander si quelqu'un connaissait la nature de sa trahison. Mon officier d'ordonnance, le capitaine du génie Duprat, actuellement à Grenoble, entendait ma question ; répondit aussitôt : « Dreyfus a été condamné pour avoir livré à l'étranger les plans de fortresses de la région de Nice. Il y a là même un des juges de Dreyfus, le capitaine Freystattler, de l'infanterie de marine, nous le voyons quelquefois et il nous a dit publiquement : « Cette canaille de Dreyfus a livré à l'étranger des plans de fortresses de la région de Nice. Voilà pourquoi nous l'avons condamné ».

A diverses reprises, depuis cette époque, je suis revenu sur ce sujet avec mon officier d'ordonnance, et il m'a toujours répété dans les mêmes termes la révélation que le capitaine Freystattler avait faite devant lui. J'en ai gardé la conviction que, de toutes les charges qui avaient pu être relevées contre Dreyfus, celle-là seule ou celle-là surtout avait frappé l'un de ses juges. Pendant longtemps, je n'eus aucune raison de supposer que cette accusation particulière et déterminée n'eût pas été discutée avec l'accusé et le défenseur ; mais depuis que l'on sait qu'il n'y a pas été question au cours des débats contradictoires du Conseil de guerre, j'ai dû conclure qu'elle avait été discutée entre les juges seulement, sans que l'accusé et le défenseur en eussent connaissance.

Messieurs, M. le président rapporteur objectait à cette déposition de M. Laroche la lettre de M. Honnorat, à laquelle je faisais allusion tout à l'heure, et il disait, en exposant les arguments contraires à la revision, que M. Honnorat faisait connaître que le capitaine Freystattler n'avait pas attribué une importance capitale à la pièce : « Ce canaille de D... » en tant que preuve de la culpabilité de Dreyfus. Sans doute, le capitaine Freystattler avait déjà été convaincu de la culpabilité de Dreyfus par la déposition du colonel Henry ; mais il n'en résulte pas moins que la pièce : « Ce canaille de D... » était une charge de plus et qu'elle affirmait que, notamment, parmi les actes d'espionnage reprochés à Dreyfus, figurait celui qui était impliqué par la pièce en question : le fait d'avoir livré les plans directs de la région de Nice à une puissance étrangère.

Ainsi donc, messieurs, pas de doute à cet égard. Il y a eu, à côté de l'élément matériel versé aux débats, le bordereau, d'autres éléments matériels communiqués au Conseil de guerre à l'insu de la défense.

Et voilà, messieurs, tout le procès de 1894 : des éléments moraux représentés par les rapports de Guénié, un élément matériel unique versé aux débats, le bordereau, et des éléments matériels clandestins, ceux qui ont été communiqués au Conseil de guerre en chambre du Conseil.

LES ÉLÉMENTS MORAUX

Voyons maintenant comment se comporte chacun de ces éléments à la lumière des faits nouveaux. Et d'abord, les éléments moraux.

Sur quoi Guénié basait-il les renseignements transmis au Conseil de guerre ? Le ministère de la guerre ne paraît pas s'être beaucoup inquiété à ce sujet. Les renseignements étaient défavorables, il les a transmis tels quels. La Cour a eu plus de curiosité. Elle a interrogé le sieur Guénié. On lui a demandé si, en ce qui concerne les relations de Dreyfus avec des femmes galantes ou ses fré-

quentations dans des cercles de jeu, il pourrait citer les noms de témoins honorables qui pourraient corroborer ses dires. Il répond :

Je ne puis citer aucun nom. J'ai été mis au courant par les contacts, par les dires de personnes, soit françaises, soit étrangères, qui fréquentaient chez une femme galante. Je ne saurais citer aucune personne pouvant étayer de sa déposition ma déclaration.

Et en ce qui concerne la fréquentation par Dreyfus de cercles où l'on joue :

C'est un bruit qui courait parmi les habitués des tripots, qui fréquentent les cafés des boulevards et les boulevards.

— Avez-vous pu vérifier par vous-même ?

— Non, monsieur.

Et il ajoute enfin, en ce qui concerne les renseignements par lui fournis au ministère de la guerre d'une manière générale :

Oh ! ces renseignements pouvaient aussi bien se rapporter à Dreyfus qu'à un autre ; mais, comme seul Dreyfus était incriminé, tout retombait sur lui. C'était la tête de Turc.

Nous avons déjà, messieurs, posé la question dans votre instruction : « Comment n'a-t-on pas vérifié l'authenticité des renseignements fournis d'une façon silencieuse par Guénéé ? » En ce qui concerne la fréquentation des cercles où l'on joue, il y a des moyens d'investigation. Ces moyens sont plus ou moins sérieux, mais ils existent : on peut consulter les Annuaires de ces cercles. Guénéé avait prévu l'objection et, dans un rapport dont le copie figure au dossier, il déclarait que ces Annuaires n'existaient pas en ce qui concerne les cercles visés. Nous avons indiqué la date et les maisons dans lesquelles ces Annuaires avaient été publiés ; ils ont d'ailleurs été communiqués à la Préfecture de police, et le dépôt légal en a été effectué. L'indication donnée par Guénéé, sur ce point, était donc fautive.

Il y a, d'autre part, des témoins qui auraient pu être interrogés et, parmi ces présidents de cercle, il est des personnes très honorables. Il y a même un ancien directeur au ministère de la guerre ! C'est là un témoin qui offrait toutes espèces de garanties pour l'information. Comment donc, disions-nous, s'en rapporter aux dires de Guénéé ?

Eh bien ! messieurs, cet étonnement que nous avions manifesté, nous devons le reconnaître aujourd'hui, était mal fondé. Le ministère de la guerre avait contrôlé les renseignements de Guénéé : il les avait fait contrôler par la Préfecture de police. On avait demandé à M. le préfet de police de vouloir bien se livrer à cette vérification. Il s'était, en effet, livré à des investigations sérieuses, minutieuses, et il avait fourni deux rapports, l'un concernant le jeu, l'autre concernant les femmes.

En ce qui concerne la fréquentation des femmes galantes, M. Lépine a déclaré qu'il était arrivé à un résultat négatif. Il était possible qu'autrefois Dreyfus eût eu des fréquentations chez des femmes galantes. Mais en ce qui concerne les cercles il a été absolument affirmatif, il a déclaré, après un sérieux examen, qu'il avait la conviction et la certitude qu'une confusion avait été commise entre le capitaine Alfred Dreyfus et une personne dont le nom figure au dossier, et que je n'ai pas besoin de citer à cette barre.

Donc, non seulement le rapport Guénéé ne reposait sur aucune base sérieuse, mais il n'était qu'un ramassis de racontars puisés un peu partout.

Ces racontars, quelle qu'en soit leur source, étaient démentis par des documents authentiques, ceux des rapports signés par M. Lépine, alors préfet de police. Ces rapports, absolument probants, sont en faveur de Dreyfus.

Il s'agissait d'être purement et simplement supprimés. Comment ? Par qui ? Ici nous n'avons plus de certitude, nous n'avons plus qu'une présomption grave.

Lorsque, après la déposition de M. le conseiller d'Etat, vous avez voulu éclairer votre conscience à cet égard, vous avez fait faire des recherches à la Préfecture de police ; ces recherches ont amené la découverte, ou plutôt la mise au jour de ce rapport dressé par M. le préfet de police en 1894 et signé de lui : on en a retrouvé la minute.

Elle ne porte pas d'indication qui permette de savoir à qui et par qui les rapports en question ont été communiqués au ministère de la guerre.

M. le conseiller d'Etat Lépine vous a dit ici même :

Toutes les communications que je faisais de la Préfecture de police au ministère de la guerre se faisaient par l'intermédiaire du commandant Henry.

C'est donc très vraisemblablement par lui qu'a été faite la communication de cette pièce.

Quel que soit d'ailleurs l'auteur de la suppression de ces rapports, il n'en résulte pas moins que cette suppression est établie.

En ce qui concerne la première catégorie des éléments du procès de 1894, voici où nous sommes en les examinant à la lumière des faits nouveaux : ils n'avaient aucune consistance, des rapports officiels de la Préfecture de police en faisaient complétement justice. Ils ont été dissimulés au Conseil de guerre par un acte inavouable, vraisemblablement imputable au commandant Henry.

Lorsque postérieurement au procès de 1894, quelques soupçons jaillirent dans les esprits ; alors que Dreyfus protestait énergiquement de son innocence ; alors qu'au cours de sa dégradation Dreyfus avait une attitude qui faisait pointer l'inquiétude au cœur de chacun ; alors, à ce moment, le général de Boisdeffre fut pris de quelques soupçons.

Du moins cela paraît résulter de sa déposition. Le colonel Picquart vous a déclaré qu'il avait été invité par le général de Boisdeffre, lorsqu'il est arrivé, lui, Picquart, à la tête du service des renseignements, à compléter le dossier Dreyfus ; et le colonel Picquart ajoutait que le général de Boisdeffre s'était adressé à lui en ces termes :

« L'affaire de Dreyfus n'est pas terminée ; elle ne fait que commencer. »

Le général de Boisdeffre a répondu qu'il n'avait plus présent à la mémoire les termes dont il s'était servi, mais qu'effectivement, il avait demandé au colonel Picquart de compléter le dossier Dreyfus. Il en donne la raison :

J'ai donné ces instructions pour deux motifs (Déposition du général de Boisdeffre, page 170) : le premier, c'est que mon devoir comme ma préoccupation était de faire découvrir le plus de traces possibles des divulgations qui avaient été faites, et de tâcher de

découvrir si d'autres fuites que celles que je connaissais s'étaient produites.

Le second motif est que, pour des raisons que je n'ai pas à apprécier, j'ai trouvé, en effet, l'instruction concernant Dreyfus incomplète et insuffisante en ce qui concerne sa moralité, ses relations de femmes, etc.

Eh bien ! messieurs, en présence de cette mise en demeure du général de Boisdeffre, le colonel Picquart s'est efforcé aussi de rechercher la clé de cette énigme ; de chercher à découvrir enfin quel est le mobile du crime de Dreyfus, à la culpabilité duquel il croit.

Il met en campagne, qui ? Toujours Guénéé. Vous connaissez le résultat de ces recherches : elles n'ont rien donné de plus que ce qu'elles avaient donné précédemment.

LES PIÈCES DU DOSSIER SECRET

En 1896, on fait un nouvel effort désespéré pour trouver quelque chose de plus palpable de ce côté ; pour essayer de prouver l'immoralité de Dreyfus, et dans le dossier qui est alors réuni, par les soins de M. Cavaignac, on trouve quatre pièces qui figurent au dossier secret (dossier militaire), et quatre pièces que je vais passer en revue :

La première (pièce 96, dossier militaire) *Propos tenus par M. Hadamard, professeur suppléant au Collège de France, à M. Painlevé, maître de conférences à l'Ecole normale supérieure.*

M. Hadamard avait déclaré à son collègue M. Painlevé qu'il ne connaissait pas personnellement Dreyfus, son cousin ; qu'il n'avait vu qu'une fois ; que même il courait sur lui dans les journaux certains bruits qui jetaient un jour fâcheux sur sa moralité ; que conséquemment il raisonnait, abstraction faite des personnes, qu'il raisonnait uniquement sur les faits, et qu'il lui était absolument impossible de reconnaître qu'il y eût une preuve quelconque de la culpabilité de Dreyfus. Telle est la substance des propos rapportés par M. Hadamard à M. Painlevé.

Ce propos est rapporté au général Gonse. Ce dernier fait comparaître M. Painlevé auquel il déclare qu'il juge ce propos insignifiant, et inutile à noter, mais cependant, après réflexion faite, il le note, et il le note de la manière suivante (pièce 86) : M. Hadamard aurait tenu le propos suivant :

Je n'ai pas voulu vous dire que je croyais Dreyfus innocent ; d'ailleurs, depuis son arrestation nous avons eu, dans sa famille, connaissance de certains faits de sa conduite qui font que nous ne pouvons pas nous douter de son innocence.

MM. Painlevé et Hadamard ont protesté énergiquement — et justement — contre ce travestissement de leur pensée. Justice a été faite de cette première pièce. M. le procureur général en a déjà parlé. Je n'insiste pas davantage mais je constate seulement que lorsqu'on veut nourrir le dossier (suivant l'expression du colonel Picquart), lorsqu'on veut enfin mettre dans ce dossier comme preuve de l'innocence de Dreyfus autre chose que les rapports de l'agent Guénéé, on est obligé de dresser une pièce ou, conséquemment, on inconsciemment, on déforme un propos pour lui prêter une signification qu'il ne peut avoir dans la bouche de celui qui l'a prononcé.

Une deuxième attestation, messieurs, figure dans ce dossier, c'est la pièce 101. C'est une attestation du colonel en retraite Fleury, elle est du 19 janvier 1899, et elle est ainsi conçue :

Je suis amené à prendre en cours de route la rapide de Mulhouse Belfort-Paris ; or, dans le compartiment où je me trouvais se trouvait un monsieur paraissant très bien sous tous les rapports. Ce monsieur m'apparut un fait fort curieux : il me déclara que Dreyfus s'était rendu en permission à Mulhouse, on l'avait vu, à la grande indignation des habitants, à cheval, en tenue bourgeoise, à côté du général commandant les troupes allemandes de cette place et aller voir avec ce dernier les manœuvres de la garnison.

Messieurs, la grande indignation des Mulhousiens, en ce qui concerne Dreyfus, vous la connaissez, car si le monsieur qui paraissait si bien sous tous les rapports au colonel Fleury prêtait aux Mulhousiens une indignation contre Dreyfus, vous savez qu'il n'y a eu chez eux que l'indignation contre l'arrêt condamnant Dreyfus, à la dignité duquel ils n'ont jamais cessé de croire. Certains Mulhousiens ont été tués à coups de canonniers, mais il n'en est pas un seul encore, à l'heure qu'il est, qui ne proteste de l'innocence de Dreyfus.

A côté de ces deux pièces, nous en trouvons une troisième (page 81 des dossiers militaires). Cette fois, c'est une double attestation délivrée le 25 mai 1898 et pieusement déposée dans le dossier. Il me suffira, messieurs, de vous en donner lecture :

Un matin — c'est le capitaine Sommer qui parle — au commencement de 1899, j'ai rencontré Dreyfus qui s'est plaint à moi de la façon brutale dont le capitaine Barbier venait de le faire à la porte de son bureau. Je me suis demandé depuis si cette sorte d'avait pu être motivée par l'attitude suspecte et embarrassée qu'aurait peut-être prise Dreyfus à l'arrivée inopinée du capitaine Barbier dans son bureau.

Signé : SOMMER.

Et au-dessous, attestation du chef d'escadron Barbier :

Le fait relaté ci-dessus est complètement sorti de ma mémoire ; cependant il me paraît très possible, étant donné que certaines explications devaient demeurer confidentielles, et que le colonel directeur m'avait ordonné de ne pas divulguer certains documents dont j'avais la garde.

Je ne voudrais pas, messieurs, déformer ces deux pièces : je les livre telles qu'elles à l'appréciation de la Cour.

Enfin, 4^e pièce : c'est une attestation du général de Dionne ; celle-ci est plus grave, elle est du 1^{er} juin 1898 et est ainsi conçue :

Le sieur Dreyfus, ex-capitaine d'artillerie, a été sous mes ordres pendant les deux années qu'il a passées à l'Ecole de guerre. Il était un officier intelligent, laborieux et doué d'une prodigieuse mémoire et, quoique entré à l'Ecole dans un très mauvais rang, il ne tarda pas à arriver à la tête de sa promotion. Sa manière d'être est haineuse et cassante, et ses propos incohérents — il disait notamment devant ses camarades que les Alsaciens étaient plus heureux sous la domination allemande que sous la domination française — lui avait attiré l'antipathie de ses professeurs et de ses camarades. Sa conduite privée n'était pas bonne, car, jeune marié, il ne craignait pas de se montrer avec des filles. J'ai eu des reproches à lui faire à ce sujet.

F. S. — J'ajoute qu'au moment de l'examen de départ de l'Ecole de guerre, Dreyfus est venu me demander de relever sa note. J'ai

refusé d'accéder à ce désir pour les raisons exposées ci-dessus.

1^{er} juin 1896.

Signé : DE DIONNE.

Il est extraordinaire et tout à fait curieux que ce capitaine Dreyfus, qui a quitté l'Alsace précisément pour éviter la domination allemande, et qui est venu en France consacrer sa vie à l'armée française pour essayer de reconquérir nos provinces perdues ; il est extraordinaire que ce capitaine Dreyfus ait tenu à l'Ecole de guerre ce propos : « Les Alsaciens sont plus heureux sous la domination allemande que sous la domination française. » Il faisait là quelque chose qui, *a priori*, paraît bien invraisemblable. Mais j'ai quelque chose de plus à opposer au général de Dionne. Je lui oppose un autre certificat daté de 1892, et concernant la période passée par Dreyfus à l'Ecole de guerre, et qui s'applique exactement à la même période que l'autre. Voici ce certificat tel qu'il est conçu. C'est la note dont je n'ai pas donné lecture tout à l'heure, la réservant pour ce moment :

1891-92. — Notes de l'Ecole supérieure de guerre.

Physique : assez bien.
Santé : assez bonne.
Caractère : facile.
Education : bonne.
Intelligence : très ouverte.
Conduite : très bonne.
Tenue : très bonne.
Instruction générale : très étendue.
Instruction militaire théorique : très bonne.
Instruction militaire : très bonne.
Instruction administrative : très bonne.
Notes : très bien. Sert bien. Admis à l'Ecole, 78 sur 84. Sorti, 9 sur 81. A obtenu le brevet d'état-major avec la mention très bien. Très bon officier, esprit vif, saisissant rapidement les questions, ayant le travail facile et l'habitude du travail, très apte au service de l'état-major.

Ces notes sont consignées par le général de Dionne, qui ne répudiera pas leur authenticité.

J'insisterai sur la philosophie qui se dégage de ces deux certificats. Je ne veux pas incriminer en quoi que ce soit le général de Dionne, et je suis certain pour ma part qu'il a signé les deux certificats avec la même bonne foi. Mais, pour le général de Dionne, comme pour les autres témoins que vous avez entendus, s'est produite cette déformation à laquelle bien peu d'entre nous ont pu échapper, cette déformation des souvenirs sous l'influence de cette atmosphère de calomnie que l'on a créée autour de ce malheureux Dreyfus.

La Cour se rappelle que bien des témoins interrogés par elle sur tel ou tel fait déterminé, notamment M. Hanotaux, si j'ai bonne mémoire, ainsi que le conseiller d'Etat Lépine, questionnés sur le point de savoir si tel fait ou tel autre étaient parvenus à leur connaissance, ont répondu : « Nous connaissons bien le fait, mais nous ne savons pas s'il s'est placé dans notre souvenir à la suite de constatations personnelles ou bien si nous l'avons retenu à la suite de lectures de journaux. »

Eh bien, très vraisemblablement, le général de Dionne, lorsque le général Gonse lui a demandé son concours pour composer son dossier contre Dreyfus, sans se reporter, lui non plus, à ses souvenirs de 1892, n'a consulté que ses souvenirs, et n'y a recueilli que les calomnies déversées contre Dreyfus pendant cinq années. De ces constatations, je ne veux retenir que cette conclusion : C'est qu'il faut accueillir avec bien de la réserve toutes les attestations dirigées contre Dreyfus, parce que, dans la plupart d'entre elles et même dans toutes, on retrouve la calomnie avec laquelle on a cessé de mordre cet homme pendant cinq années.

Eh bien, les trois années de recherches que j'ai faites sur la moralité de Dreyfus n'ont abouti qu'à un certificat du général de Dionne, qui est détruit par lui-même, à l'attestation du capitaine Sommer et du chef d'escadron Barbier, à l'attestation du colonel Fleury et aux propos Painlevé et Hadamard rapportés par le général Rogét.

Ainsi, trois années d'efforts prolongés et secondés par des bonnes volontés considérables et peu scrupuleuses ont donné cela ! Voilà tout ce qu'on a pu réunir pour suppléer aux éléments moraux du procès de 1894, éléments moraux qui résident uniquement dans les rapports de l'agent Guénéé, racontars ramassés sur les boulevards et qui n'ont pu tenir debout devant le Conseil de guerre de 1894 que parce qu'une suppression frauduleuse avait empêché les pièces authentiques d'arriver aux yeux des juges.

Voilà, messieurs, comment se comportent aujourd'hui les éléments moraux du procès de 1894, lorsqu'on les examine à la lumière des faits nouveaux. De ceci, je ne retiens qu'une chose, c'est que, n'y eût-il que cela dans le procès actuel, déjà il faudrait réviser, puisque déjà qu'un des éléments qui a pu servir à former la conviction des juges est un élément faussé, un élément inexact, un élément qu'il fallait supprimer du dossier.

LES PIÈCES SECRÈTES DE 1894.

J'arrive à la seconde partie des éléments que l'on trouve dans le procès de 1894. Je parle des éléments matériels et spécialement de ce que j'ai appelé les éléments matériels clandestins, c'est-à-dire les éléments qui ont été communiqués au Conseil de guerre à l'insu de la défense et à l'insu de l'accusé lui-même.

En ce qui concerne ces éléments, je soutiens que les faits nouveaux qui se sont révélés nous fournissent à cet égard deux moyens de révision : l'un tiré de la révélation de leur clandestinité même, l'autre tiré de la révélation de leur inapplicabilité à Dreyfus.

Leur clandestinité. — Je ne rappellerai pas ici, dans mon mémoire oral, les nombreux documents de législation et de jurisprudence que j'ai cités dans mon instruction écrite, et qui établissent la nécessité d'une communication intégrale et complète à tout accusé de tous les documents de l'accusation. J'aurais honte de me livrer devant votre prétoire à la démonstration d'un principe placé à la base même de la société humaine et sans lequel la justice ne serait plus qu'une décevante illusion.

Je ne rappellerai pas davantage les innombrables arrêts qui attestent le soin jaloux avec lequel, même dans les causes les plus infimes de simple police, vous veillez au respect de ce principe fonda-

mental qui est qualifié par vous de principe de droit naturel.

J'évoque seulement un souvenir de l'affaire Fabus, l'arrêt rendu par vous le 26 mars 1842 parce qu'il présente avec l'affaire actuelle de frappantes analogies. Là aussi il s'agit d'une décision rendue par un Conseil de guerre ; là aussi, des pièces ont été communiquées au Conseil de guerre à l'insu de l'accusé et de son défenseur. Mais on est en 1842 ; le pouvoir en révision pour faits nouveaux n'a été introduit dans notre législation qu'en 1895, et lorsque M. le garde des sceaux s'aperçoit que d'autres excès de pouvoir — je dis d'autres excès de pouvoir, car celui-là lui avait échappé — avaient été commis par le Conseil de guerre, il introduit devant la Chambre criminelle une demande d'annulation théorique, mais qui, en fait, était une véritable demande de révision. Devant la Chambre criminelle, on examine ce dossier ; on s'aperçoit qu'en dehors des excès de pouvoirs relevés par le garde des sceaux, il se trouve une autre communication de pièces secrètes aux juges, à l'insu de la défense. Immédiatement, le procureur général Dupin, d'office, releva ce moyen et dit : « D'office, vous allez, messieurs, casser l'arrêt rendu contre Fabus. »

Je ne rappelle que ce procès pour bien montrer que non seulement il s'agit là d'un moyen topique, mais d'un moyen d'ordre public.

« Mais, dit-on, c'est là un moyen d'annulation et non un moyen de révision. » J'ai quelque peine à comprendre cette distinction en ce qui concerne les moyens de révision. Moyen d'annulation, soit ; mais moyen d'annulation d'une nature particulière, car il résulte bien des principes de notre droit public, si souvent consacrés par votre jurisprudence, qu'une décision qui a été rendue sur des pièces non communiquées à la défense n'a véritablement de judiciaire que le nom, car une condamnation prononcée dans ces conditions ne peut être réputée condamnation judiciaire, et que l'individu qui a subi cette condamnation n'est pas légalement condamné, mais qu'aux yeux de la loi il demeure toujours un accusé, parce qu'aucune décision judiciaire n'est intervenue légalement contre lui.

Eh bien ! si à raison de ce moyen nous devons voir en Dreyfus non plus un condamné judiciaire, mais un simple accusé, eh bien ! aux yeux de la loi, il bénéficie de la présomption d'innocence ; et dès lors ce moyen est bien un moyen de nature à faire présumer de l'innocence du condamné. C'est la loi elle-même qui nous dit que ce moyen doit faire présumer de l'innocence du condamné.

Cependant M. le procureur général préfère réserver pour une demande de révision ce qui est à proprement parler un moyen d'annulation et ce qui ne pourrait être invoqué comme moyen de révision que par voie de raisonnement.

La Cour me permettra cependant, messieurs, d'insister énergiquement, car j'ai conscience de défendre sur ce terrain plus même que l'honneur et la liberté de Dreyfus, j'ai conscience de défendre ici l'honneur et la liberté de tous nos officiers, et je dirai même de tous les citoyens quels qu'ils soient.

Il n'existe plus en effet, il ne peut plus exister de sécurité si chaque jour nous sommes exposés aux coups de faux témoins, si chaque jour nous sommes exposés à des communications secrètes de pièces quelconques, si chaque jour nous pouvons être condamnés suivant des formalités préparées par l'accusateur et dérobées à la victime.

De nos jours, une accusation basée sur des pièces occultes, plus ou moins faussées, pourra venir frapper et déshonorer une victime et la faire jeter au bagne !

L'obstruction du droit de défense a été, me diriez-vous, le résultat d'une erreur commise de bonne foi par des gens qui n'étaient pas juristes.

Je le veux croire, mais il n'en reste pas moins que Dreyfus, dégradé et flétri, Dreyfus, avec lequel je n'ai jamais pu, moi, son avocat, conférer un instant ; que Dreyfus ne sait pas encore ce dont il fut accusé !

Eh bien ! messieurs, en admettant même que l'erreur commise puisse être excusable à raison de la bonne foi, on répondra que la même bonne foi prévalait encore aux mêmes erreurs, et de moment où les haines de race, de secte et de religion sont si soigneusement cultivées, qui nous dit que ce procédé ne deviendra pas un des plus redoutables instruments au profit des pires passions ? Et quant aux moyens de révision, ce moyen porte à la base même du jugement de 1894 un tel coup que jamais il ne pourra rester debout plus longtemps.

J'ai dit, messieurs, qu'en ce qui concerne les éléments matériels d'investigation il y avait un second moyen de révision, en dehors même de la révélation : il y a une autre révélation qui touche à la révision sur ce point. Cet autre moyen, c'est la révélation de l'incertitude des éléments matériels introduits. Et, en effet, vous savez, messieurs, que la pièce capitale qui figure parmi les communications faites aux membres du Conseil de guerre, c'est la pièce : « Ce canaille de D... » Je dis la pièce capitale, car elle est parmi celles que nous savons certainement avoir été communiquées aux juges.

Or cette pièce : « Ce canaille de D... », il est aujourd'hui absolument certain qu'elle ne peut pas s'appliquer à Dreyfus, absolument certain parce que tous les témoins entendus par vous, même les témoins adverses sont d'accord à ce sujet, le général Rogét comme le colonel Picquart, le colonel Picquart comme le commandant Cuguénet.

Et M. Cavaignac — on ne peut cependant l'accuser de versatilité dans ses opinions — M. Cavaignac lui-même déclare que la pièce : « Ce canaille de D... », qu'il invoquait à la tribune de la Chambre des députés comme une preuve certaine contre Dreyfus, ne peut lui être appliquée qu'avec beaucoup de circonspection, et qu'il a les plus grands doutes à cet égard.

Le dossier militaire apporté à la Cour vous a, d'ailleurs, messieurs, révélé qu'à la livraison de la condamnation de Dreyfus, les dossiers des plans directeurs de nos fortresses avaient continué à s'effectuer entre les mains de l'agent A. Elle s'est perpétuée, et la Cour en sait même le prix, car une pièce de ce dossier militaire vous révèle que l'agent A. estimait que ces plans directeurs étaient payés au taux de dix francs pièce.

Et c'étaient là des documents que vendait « Ce canaille de D... ». C'étaient là des documents à raison desquels « Ce canaille de D... » suppliait humblement ses

correspondants, lui, espion, de vouloir bien continuer à accepter son vil trafic ! Et « Ce canaille de D... » ce serait un capitaine de l'état-major de l'armée ! Tous les témoins, messieurs, ont reculé devant cette impossibilité.

Mais en dehors de cette impossibilité morale, il y a une impossibilité matérielle. Vous savez, d'après la communication qui vous a été faite du dossier militaire, que les agents A et B, dans leurs opérations d'espionnage, prenaient grand soin de démarquer leurs correspondances, et qu'ils les affublaient de noms de guerre dont l'initiale, nécessairement, pour que le démarquage fût absolu, était différente de l'initiale du nom réel et qu'alors cette initiale B qui figure dans le document accusateur, loin de désigner Dreyfus, l'excluait nécessairement. C'est parce qu'il y avait l'initiale D dans ce document qu'il fallait exclure le document en question, qui est un document d'espionnage, de l'accusation portée contre Dreyfus !

En fait, vous savez d'ailleurs par les révélations de M. le comte Toriellini, qui ont été apportées à la Cour par l'intermédiaire de M. l'ancien garde des sceaux Trarieux, que la pièce « Ce canaille de D... » désignait un pauvre hère du nom de Dubois, pauvre hère que le ministère de la guerre considère comme dans l'impossibilité de livrer rien de sérieux, et qu'on laisse, je ne sais pour quelle raison, continuer ses travaux.

Donc, incontestablement, cette pièce : « Ce canaille de D... » est inapplicable à Dreyfus. Je voudrais m'arrêter là ; je voudrais dire seulement que, dans le dossier secret, il y a des pièces qui sont certainement inapplicables à Dreyfus ; mais en l'état des dernières révélations faites à la Cour, il est bien difficile de ne pas dire aussi que, très vraisemblablement, à côté de pièces inapplicables à Dreyfus, il y avait des pièces faussées, comme le fameux télégramme de l'agent B... à son gouvernement, et que même il y avait peut-être ces fameuses lettres impériales, qui, d'après les dernières dépositions, dorment aujourd'hui leur dernier sommeil dans la forêt de Marly (sourires).

Eh bien ! messieurs, je dis qu'il y a là un fait nouveau dans toute la force du terme, qui impose la révision ; en admettant même que vous repoussiez la révision en ce qui concerne la clandestinité des éléments matériels que je signalais tout à l'heure, nécessairement vous devez l'admettre, parce que, parmi ces éléments clandestins, il y en avait qui ne s'appliquaient pas à Dreyfus, puisque l'instruction de la Cour a révélé sur ce point que des pièces ne s'appliquant pas à Dreyfus avaient été portées à la connaissance des juges.

M. le président rapporteur disait hier, exposant les arguments adverses. Mais la communication clandestine : « Nous n'avons pas à en tenir compte ; elle ne compte pas légalement. Qu'importent les pièces communiquées ? »

— Vraiment ? Mais si parmi ces pièces il y en a qui ne sont pas applicables, il y en a qui ont été portées à la connaissance des juges et qui ont été prises par les juges comme des éléments d'accusation, comment ne pas considérer qu'il y a là un moyen de révision, puisque précisément des pièces accusatrices ont été un des éléments de la conviction des juges, et que cet élément est reconnu aujourd'hui faussé d'après les révélations de l'enquête ?

Donc, messieurs, en ce qui concerne les éléments matériels, il y a toujours un moyen de révision qu'il faut retenir. Ce moyen est tiré de l'inapplicabilité à Dreyfus de preuves secrètes communiquées au Conseil de guerre.

J'ai fait justice, messieurs, des éléments moraux et des éléments matériels clandestins. J'ai montré que ces deux catégories d'éléments étaient aujourd'hui absolument ruinées par les révélations qui vous ont été faites au cours de votre instruction.

LE BORDEREAU

J'aborde la troisième et dernière catégorie d'éléments que j'ai relevés dans le procès de 1894 ; l'élément matériel qui a été versé aux débats, le bordereau.

En ce qui concerne le bordereau, messieurs, je prétends relever six catégories de faits nouveaux qui tous imposent la révision.

Ce sont les révélations concernant le papier du bordereau, les révélations concernant l'écriture du bordereau, les révélations concernant la date du bordereau, les révélations concernant l'origine des renseignements qu'il vise, les révélations d'espionnage du destinataire du bordereau, et enfin les aveux formels et implicites d'Estherazy qui est l'auteur du bordereau.

PREMIÈRE CATÉGORIE DE FAITS LE PAPIER

Vous savez, messieurs, combien ont été minuscules les recherches faites en 1894 pour trouver dans les bureaux où travaillait Dreyfus, à son domicile personnel, au domicile de ses beaux-parents, un papier qui pût présenter une analogie quelconque avec le papier du bordereau.

Vous connaissez, messieurs, le caractère absolument infructueux de ces recherches.

Vous savez que ce papier est quelque peu, je ne dirai pas mystérieux, mais du moins quelque peu difficile à se procurer, qu'il est très rare dans le commerce et qu'on le trouve difficilement, mais qu'enfin on le débitait encore dans une maison à Paris.

Jamais Dreyfus n'a écrit sur papier calque. Il l'a déclaré, et les déclarations faites par Dreyfus à cet égard doivent, encore aujourd'hui, être considérées comme l'expression exacte de la vérité, puisque toutes les investigations à cet égard, après comme avant 1894, sont restées infructueuses.

Vous savez, d'autre part, qu'en ce qui concerne Estherazy, deux lettres ont été saisies portant sa signature, l'une datée de 1892, l'autre du 17 août 1894, c'est-à-dire se plaçant à une date absolument concordante avec celle du bordereau.

M. le président rapporteur a exposé ce moyen de révision avec tant de force que j'aurais mauvaise grâce d'insister sur ce point et d'abuser à cet égard des instants de la Cour.

M. le procureur général, à son tour, a mis merveilleusement en relief ce moyen nouveau qui supprime radicalement l'accusation portée contre Dreyfus en 1894.

Et les défenseurs de l'arrêt de 1894, spécialement M. le général Rogét, qui s'est constitué l'avocat adverse, a bien

senti qu'il y avait là un moyen qui, d'une manière absolument certaine, venait ruiner la thèse dont il s'était constitué le défenseur. Alors, à bout d'arguments, le général Rogét a inventé des insinuations qu'il déclare du nom d'hypothèses, insinuations que j'aurais à relever, mais que je remercie M. le procureur général d'avoir bien voulu relever à ma place.

La découverte de ce papier est un moyen absolument nouveau, un moyen absolument dans les termes de la loi de 1895, un moyen qui, d'une manière certaine et indéfectible, assure la révision et impose la cassation du jugement qui a frappé Dreyfus.

L'ÉCRITURE

J'aborde la deuxième catégorie de faits concernant l'élément matériel versé au débat, c'est-à-dire le bordereau.

Il s'agit de l'écriture.

Ici encore, un fait nouveau considérable.

A côté de la découverte du papier se place la découverte d'une écriture non plus similaire à celle du bordereau, mais identique à celle du bordereau, celle d'Estherazy.

Vous savez, messieurs, que le bordereau a été successivement soumis à trois catégories d'experts : les experts de 1894, qui ont comparé le bordereau avec l'écriture de Dreyfus ; les experts de 1897, qui ont comparé le même document avec l'écriture d'Estherazy ; enfin les experts de 1898 et 1899, qui ont comparé le bordereau et à l'écriture de Dreyfus et à l'écriture d'Estherazy. Ces trois catégories d'experts, messieurs, sont unanimes sur un point ; ils reconnaissent tous que le bordereau n'est pas de l'écriture normale de Dreyfus.

Ils sont unanimes, dis-je, même ceux

sions des experts de 1897 sont exactes, il est possible que ce ne soit pas Esterhazy qui soit l'auteur du bordereau, mais il est certain que l'auteur n'en est pas Dreyfus.

Mais, quel effet cette découverte de l'écriture d'Esterhazy a-t-elle produit sur les experts même de 1894 ?

Voici, messieurs, qui est particulièrement intéressant à connaître.

Ces experts étaient au nombre de quatre; deux s'étaient prononcés en faveur de Dreyfus, avaient déclaré du moins que l'écriture du bordereau ne paraissait pas émaner de Dreyfus; deux autres avaient déclaré qu'il y avait bien entre l'écriture de Dreyfus et l'écriture du bordereau d'assez nombreuses dissimilitudes, mais que vraisemblablement Dreyfus n'avait pas pris son écriture normale pour écrire un document de ce genre, et qu'alors on pouvait, avec quelque apparence de raison, lui en attribuer la paternité. Enfin M. Bertillon a adopté un système que j'ai eu à examiner tout à l'heure.

Mais, lorsque les experts de 1894 ont été mis en présence de l'écriture d'Esterhazy, et qu'on les a priés de comparer cette écriture d'Esterhazy avec le bordereau, quel a été le résultat de cet examen ?

Ah ! messieurs, il s'est constitué cette fois une majorité pour Dreyfus, car des quatre experts en écriture il y en a trois aujourd'hui qui déclarent que le bordereau n'est pas de Dreyfus. Or ces trois personnes sont également unanimes, à l'heure qu'il est, pour attribuer la paternité du bordereau au commandant Esterhazy.

Et n'est-ce pas une chose remarquable, messieurs, que ce revirement d'opinion chez l'un des experts de 1894 ?

Faire revenir un expert en écriture sur son opinion par lui-même est un résultat qu'on n'obtient pas sans de grands travaux; il faut donc que le fait nouveau récemment découvert ait une bien grande puissance pour arriver à déterminer de tels résultats.

Soul M. Teyssonières persévère superbement dans ses conclusions.

Quant à M. Bertillon, il persiste lui aussi à attribuer la paternité du bordereau à Dreyfus. Lui aussi cependant a examiné l'écriture d'Esterhazy, et lui aussi l'a comparée avec le bordereau. Il n'avait pas été commis comme expert à cet effet, mais il s'est saisi de la question d'office et il a dressé de lui-même un rapport où il compare l'écriture du bordereau avec les pièces émanant d'Esterhazy; il a envoyé ce rapport au ministère de la guerre et il en donne les conclusions. Cette pièce figure au dossier militaire (pièce 8); voici, messieurs, les conclusions de M. Bertillon comparant l'écriture du bordereau avec l'écriture d'Esterhazy :

Pour rester conforme à la méthode scientifique, nous nous bornons à conclure que les choses se passent comme si Esterhazy avait écrit le bordereau en prenant pour modèle la photographie erronée du *Matin*.

Conception admirable !

Conception d'autant plus admirable que les pièces émanant d'Esterhazy remontent pour la plupart à une époque antérieure à la publication faite par le *Matin* de la photographie du bordereau. Mais, messieurs, il n'y a pas de doute que l'auteur du bordereau a pris la plume et commencé à écrire, ce n'était pas pour poser une question au destinataire en ce qui concerne le Manuel de tir, car il commence par écrire qu'il envoie les documents.

Et ce n'est qu'après avoir écrit cette phrase qu'il se ravise et qu'il déclare qu'il l'envoie seulement si le destinataire en voit l'utilité. Puis, il se ravise encore, et il demande quels sont les passages que le destinataire veut faire copier.

Donc, pas d'utilité à ce bordereau.

Alors, je ne vois pas pourquoi le traître, l'auteur du bordereau, aurait passé tant de temps à écrire cette lettre, et s'il a écrit vraiment une lettre sans utilité, pourquoi voulez-vous qu'il ait déguisé son écriture ?

C'est qu'il l'a écrite avec insouciance, et c'est son écriture ordinaire, son écriture normale et rapide. Je suis donc amené, par voie de raisonnement, à dire : le bordereau est d'une écriture courante, d'une écriture normale et rapide.

Mais consultez le texte du bordereau et vous arriverez encore à la même conclusion par une autre voie.

J'ai rappelé tout à l'heure qu'en ce qui concerne le Manuel de tir l'auteur du bordereau changeait trois fois d'idée, et trois fois la plume suit avec la même rapidité la pensée de l'auteur, trois fois la plume court sur le papier, évolue à chaque versant des opinions de son auteur.

Donc, si la plume de l'écrivain — du scribe, pour employer les termes de M. Bertillon — court aussi rapidement que la pensée, c'est que l'écrivain n'est pas obligé de faire suivre à sa plume les fabrications des gabarits exposés par M. Bertillon; c'est que, nécessairement, cet écrivain emploie une écriture normale et rapide.

Nous en venons toujours à cette conclusion : nous arrivons toujours à constater que nécessairement ce document incriminé est un document écrit d'une façon courante par son auteur qui n'a nullement pensé à déguiser son écriture — son graphisme particulier, pour employer l'expression des experts.

J'ajouterais que, sans être expert, j'ai toujours eu, en consultant le bordereau, l'impression qu'il s'agissait là non seulement d'une écriture normale, mais certainement d'une écriture rapide, et je ne crois pas que n'importe qui, consultant ce document sans idée préconçue, puisse recevoir une autre impression.

J'en arrive donc à cette conclusion, en ce qui concerne la deuxième catégorie de faits relatifs aux éléments matériels du procès Dreyfus : que la encore la découverte de l'écriture d'Esterhazy, les examens auxquels se sont livrés les experts — tant ceux de 1894 que ceux de 1897 et ceux de 1898 — nous apportent un fait nouveau d'une force extraordinaire, puisqu'il a amené des revirements d'opinion chez les experts.

Ce fait nouveau est encore un moyen de révision qui impose la cassation du jugement qui vous est soumis.

Donc, en ce qui concerne les éléments matériels versés aux débats, voici déjà deux faits nouveaux, deux moyens de révision absolue et topiques : la découverte du papier du bordereau et la découverte de l'écriture d'Esterhazy avec l'examen auquel cette découverte a donné lieu.

M. Bertillon, d'ailleurs, messieurs, avec toute une savante imagination, n'arrive pas à démontrer, à expliquer un point qui le préoccupe quelquefois : comment se fait-il que Dreyfus, imitant sa propre écriture, la combinant avec celle de son frère, avec celle de sa femme, avec des avancements, des reculements,

des réticules; comment se fait-il que, combinant les différents gabarits et employant trois écritures différentes, Dreyfus arrive à produire, comme résultat, l'écriture d'Esterhazy ?

J'avoue que je n'ai pas compris comment M. Bertillon pouvait ainsi arriver à démontrer que Dreyfus était l'auteur du bordereau.

Mais il est évident que M. Bertillon est, par profession même, conduit à tout ramener à des questions de mensuration. Ce n'est pas un expert en écritures, il le reconnaît, mais il a le génie de la mensuration. M. le conseiller d'Etat Lépine nous disait ici même : « C'est un homme de génie ». Hélas ! le génie a une bien triste voisine, et j'ai peur que M. Bertillon ne voisine quelque peu.

M. Bertillon, ramenant tout à des questions de mensuration, a été certainement hypnotisé, possédé en quelque sorte par un souvenir, celui de l'affaire de La Boussinière.

La aussi, il paraît que le faussaire qui avait reconstitué après coup le testament de la dame de La Boussinière, avait employé un procédé quelque peu analogue à celui que nous décrit aujourd'hui M. Bertillon; il s'était aussi, paraît-il, livré à des mensurations de lettres, et il était arrivé à créer un document qui rappelait d'une façon frappante les documents originaux supprimés.

Mais ce qui est une hypothèse peut-être admissible lorsqu'il s'agit de créer après coup un document comme un testament, un document disparu, lorsqu'il s'agit de fabriquer un document qui, pour avoir une valeur véridique, doit présenter une écriture déterminée, c'est-à-dire l'écriture du testateur, cette hypothèse qui s'explique dans ce cas ne s'explique pas dans le cas actuel. Car, enfin, il faut bien du temps pour fabriquer un document de ce genre, il faut nécessairement en avoir grand besoin pour y passer des journées entières. Car il paraît que M. Bertillon se faisait fort devant le Conseil de guerre de reproduire le mot « clef » en se servant d'un décimètre et d'autres appareils dont le détail m'échappe, mais en déclarant qu'il lui faudrait une heure pour écrire ce mot « clef ».

Et alors, combien de temps Dreyfus a-t-il donc passé à écrire le bordereau ?

Il faudrait véritablement que le bordereau ainsi fabriqué eût une utilité incontestable, et représentât une nécessité à laquelle on ne pouvait songer à se soustraire.

Or, messieurs, j'ai beaucoup cherché quelle pouvait être l'utilité de cette lettre que l'on appelle le bordereau : je ne l'ai pas encore trouvée.

S'agit-il, pour l'expéditeur du bordereau, pour son auteur, de révéler sa personnalité au destinataire ? non, les notes qu'il envoie suffiront à cet effet. Le bordereau n'est pas signé, ce n'est donc que son écriture qui révélera au destinataire la personnalité de l'expéditeur et il suffit que les documents envoyés soient de l'écriture du correspondant pour indiquer au destinataire la source d'où viennent les renseignements.

Nous ne trouvons dans le bordereau aucune question formulée par l'expéditeur au destinataire; il n'y en a aucune. Mais, messieurs, pour le Manuel de tir, mais certainement, lorsque l'auteur du bordereau a pris la plume et commencé à écrire, ce n'était pas pour poser une question au destinataire en ce qui concerne le Manuel de tir, car il commence par écrire qu'il envoie les documents.

Et ce n'est qu'après avoir écrit cette phrase qu'il se ravise et qu'il déclare qu'il l'envoie seulement si le destinataire en voit l'utilité. Puis, il se ravise encore, et il demande quels sont les passages que le destinataire veut faire copier.

Donc, pas d'utilité à ce bordereau.

Alors, je ne vois pas pourquoi le traître, l'auteur du bordereau, aurait passé tant de temps à écrire cette lettre, et s'il a écrit vraiment une lettre sans utilité, pourquoi voulez-vous qu'il ait déguisé son écriture ?

C'est qu'il l'a écrite avec insouciance, et c'est son écriture ordinaire, son écriture normale et rapide. Je suis donc amené, par voie de raisonnement, à dire : le bordereau est d'une écriture courante, d'une écriture normale et rapide.

Mais consultez le texte du bordereau et vous arriverez encore à la même conclusion par une autre voie.

J'ai rappelé tout à l'heure qu'en ce qui concerne le Manuel de tir l'auteur du bordereau changeait trois fois d'idée, et trois fois la plume suit avec la même rapidité la pensée de l'auteur, trois fois la plume court sur le papier, évolue à chaque versant des opinions de son auteur.

Donc, si la plume de l'écrivain — du scribe, pour employer les termes de M. Bertillon — court aussi rapidement que la pensée, c'est que l'écrivain n'est pas obligé de faire suivre à sa plume les fabrications des gabarits exposés par M. Bertillon; c'est que, nécessairement, cet écrivain emploie une écriture normale et rapide.

Nous en venons toujours à cette conclusion : nous arrivons toujours à constater que nécessairement ce document incriminé est un document écrit d'une façon courante par son auteur qui n'a nullement pensé à déguiser son écriture — son graphisme particulier, pour employer l'expression des experts.

J'ajouterais que, sans être expert, j'ai toujours eu, en consultant le bordereau, l'impression qu'il s'agissait là non seulement d'une écriture normale, mais certainement d'une écriture rapide, et je ne crois pas que n'importe qui, consultant ce document sans idée préconçue, puisse recevoir une autre impression.

J'en arrive donc à cette conclusion, en ce qui concerne la deuxième catégorie de faits relatifs aux éléments matériels du procès Dreyfus : que la encore la découverte de l'écriture d'Esterhazy, les examens auxquels se sont livrés les experts — tant ceux de 1894 que ceux de 1897 et ceux de 1898 — nous apportent un fait nouveau d'une force extraordinaire, puisqu'il a amené des revirements d'opinion chez les experts.

Ce fait nouveau est encore un moyen de révision qui impose la cassation du jugement qui vous est soumis.

Donc, en ce qui concerne les éléments matériels versés aux débats, voici déjà deux faits nouveaux, deux moyens de révision absolue et topiques : la découverte du papier du bordereau et la découverte de l'écriture d'Esterhazy avec l'examen auquel cette découverte a donné lieu.

M. Bertillon, d'ailleurs, messieurs, avec toute une savante imagination, n'arrive pas à démontrer, à expliquer un point qui le préoccupe quelquefois : comment se fait-il que Dreyfus, imitant sa propre écriture, la combinant avec celle de son frère, avec celle de sa femme, avec des avancements, des reculements,

LA DATE DU BORDEREAU

J'arrive à la troisième catégorie de faits concernant toujours ces éléments matériels du bordereau.

Je veux parler de la date.

A ce sujet, M. le président-rapporteur d'un côté et M. le procureur général de l'autre vous ont exposé la force de ce fait nouveau avec tant de vigueur et de précision que je ne crois pas pouvoir mieux faire que de m'en rapporter à leurs observations.

M. le procureur général a fait valoir, à montré avec une précision remarquable que toute l'accusation de 1894 s'effondrait par la base puisqu'on en changeait la date et puisqu'en en changeant la date on était obligé, pour chacun des articles du bordereau, de déclarer que cet article désignait aujourd'hui un document tout autre que celui que l'on prétendait désigner par le bordereau en 1894.

Il est évident que l'accusation de 1894 est aujourd'hui absolument renversée, et que si ce changement de la date attribuée au bordereau même nécessairement à la révision de l'accusation de 1894, il en ruine la base, et que, dès lors, il y a là un moyen de révision absolument topique.

Donc, en ce qui concerne cet élément matériel du bordereau, voici déjà trois faits nouveaux qui doivent l'amener. Il y en a un quatrième. Il s'agit de renseignements visés par le bordereau.

LES TERMES DU BORDEREAU

Je ne m'attendais pas sur l'analyse des pièces qui y sont énumérées, ni sur la terminologie employée par l'auteur du bordereau.

On vous a montré, certains experts techniques ont établi devant vous que l'auteur du bordereau ne pouvait être un officier d'artillerie; un officier d'artillerie n'aurait pas employé l'expression de « frein hydropneumatique de 120 », alors qu'il devait désigner un tout autre engin, le frein hydropneumatique du 120 court.

Il y a là quelque chose d'étrange, effectivement.

Comment un officier qui envoie des renseignements sur un engin de guerre a-t-il une telle impropriété de langage qu'il désigne à son correspondant un engin tout autre que celui qu'il veut désigner ?

En dehors de cela, on vous a dit qu'un officier d'artillerie ne dira pas : la manière dont une pièce se conduit, et que le langage courant parmi les officiers d'artillerie est : la manière dont une pièce se comporte.

En outre, le capitaine Moch vous disait :

Si vous rapprochez le titre donné au Manuel de tir par l'auteur du bordereau du titre réel du document, vous y trouverez une dissimilitude, très petite sans doute, mais qui montre bien que l'auteur du bordereau ne se doutait même pas qu'il y eût des règles spéciales et des Manuels spéciaux pour les différents tirs d'artillerie.

Je n'insiste pas non plus sur ce qui n'est qu'une impropriété de langage grammatical, ce que j'ai appelé un solécisme, l'expression : « Je pars en manœuvres ».

C'est là encore un idiotisme qui exclut Dreyfus et qui paraît désigner Esterhazy puisqu'on trouve la même locution dans toutes celles de ses lettres où il est question de départ pour les manœuvres.

Sans doute, dans tous ces petits coins, pour toutes ces petites remarques sur les expressions employées par l'auteur du bordereau, on ne trouve pas une preuve décisive; mais, la multiplicité de ces indices ne finit-elle pas par constituer un commencement de preuve et une présomption quelque peu inquiétante pour la régularité du jugement de 1894 ?

L'ORIGINE

Je n'insiste pas sur cette analyse grammaticale et technique des expressions employées par l'auteur du bordereau; je ne veux examiner qu'une question.

Je veux rechercher seulement d'où vient le bordereau.

Vient-il du ministère de la guerre, comme l'ont affirmé MM. Cavaignac, Roge et les défenseurs du jugement de 1894 ?

Vient-il, au contraire, d'une autre source ?

Voilà la question que je veux étudier. Dieu me garde de vous présenter, même sur cette seule question, des raisonnements mathématiques ayant la certitude de l'évidence, comme M. Cavaignac a prétendu vous en présenter lui-même. Je crois que Pascal se fût entêté lui-même devant cette application de son calcul de probabilités.

Comment ! vous cherchez à déterminer quel est l'auteur des renseignements envoyés; ces renseignements, vous ne savez pas quels ils sont, et vous prétendez que, étant donné la nature de ces renseignements, ils ne peuvent émaner que de telle ou telle personne ! Messieurs, que tous les renseignements soient mathématiquement établis, logiquement déduits avec la dernière évidence, vous n'aboutirez jamais à un résultat certain, parce que, à la base même de vos renseignements, se place nécessairement une hypothèse : c'est que, après avoir déterminé d'une manière hypothétique quels ont été les renseignements fournis, votre point de départ étant hypothétique, quelle que soit la rigueur de votre raisonnement, vous aboutirez nécessairement à une conclusion qui, elle aussi, participera du caractère hypothétique de votre point de départ.

M. Cavaignac et M. le général Roge prétendent, autour des articles énumérés par le bordereau, décrire un cercle déterminé, une enceinte, et ils déclarent que dans chacun de ces cercles, dans chacune de ces enceintes, ils découvrent Dreyfus. L'auteur du bordereau ne peut être qu'un officier d'état-major de l'armée, un officier d'artillerie et un stagiaire, et il doit réunir ces trois qualités, donc c'est Dreyfus.

Messieurs, je prends l'Annuaire de 1894, et je constate que, dans les trois mêmes enceintes, dans l'enceinte qui renferme les officiers d'état-major de l'armée, dans l'enceinte qui renferme les officiers d'artillerie, dans l'enceinte qui renferme les stagiaires, je trouve à côté de Dreyfus six autres officiers qui peuvent être également soupçonnés. Entendons-nous : ils peuvent être soupçonnés. Ce sont : MM. Soupe, Sorian, Monet, Defondamo, Lemonnier et Guillemin.

Donc, vous ne pouvez pas arriver à déclarer que l'auteur du bordereau est nécessairement Dreyfus.

D'ailleurs, je relève dans ce raisonne-

ment un vice qui paraît manifeste. Pourquoi faut-il que ce soit un stagiaire qui soit l'auteur du bordereau ? On nous dit : « Mais dans le bordereau figurent des renseignements qui ont été puisés dans chacun des quatre bureaux de l'état-major. Ce ne peut donc être un officier du cadre permanent de l'état-major qui est l'auteur du bordereau, car sans cela cet officier enverrait des documents qui émaneraient d'un seul et même bureau. Ce ne peut être qu'un stagiaire qui envoie ces documents, parce que le stagiaire passe successivement par les quatre bureaux de l'état-major, et en passant successivement par les quatre bureaux, il a puisé dans chacun d'eux l'ensemble des renseignements que vise le bordereau ».

Mais, messieurs, ce n'est pas successivement que l'auteur du bordereau doit pouvoir réunir ces documents; c'est simultanément qu'il doit les réunir en puisant dans les quatre bureaux, attendu que les documents figurant dans le bordereau, nous dit M. Cavaignac, représentent toute la vie de l'état-major en 1894.

Eh bien ! il faut qu'en 1894 l'auteur du bordereau ait pu prendre simultanément dans les quatre bureaux.

Sans cela, vous ne pouvez pas manifestement déclarer que l'auteur du bordereau est Dreyfus.

Or, qui est-ce qui peut puiser dans les quatre bureaux de l'état-major simultanément ?

Ce ne sont pas les stagiaires; ils passent successivement dans les bureaux.

Ce ne sont pas les officiers du cadre permanent; ils restent dans les mêmes bureaux; alors quoi ? C'est le ministre de la guerre ? C'est le chef d'état-major général ? Mais il faut un artillerie; puis-je l'auteur du bordereau est un officier qui puisse dans les bureaux simultanément, et est en même temps de l'artillerie.

Le général de Boissière n'appartient pas à l'artillerie, le général Mercier appartient à l'artillerie. Donc, manifestement, l'auteur du bordereau est le général Mercier !

Voilà, messieurs, où nous conduisent les raisonnements mathématiques de M. Cavaignac !

Faisons, messieurs, un peu moins de mathématiques.

Où l'auteur du bordereau a-t-il véritablement puisé ces renseignements ?

Les pièces envoyées par l'auteur du bordereau, ai-je dit, ne sont pas des pièces émanant du ministère de la guerre. Mais qui dit cela ? Eh bien, messieurs, c'est le bordereau lui-même.

Notez que le bordereau vise cinq documents, ou plutôt cinq articles. Sur ces cinq articles, il y a un seul document original.

Le document, la perle, le joyau qui est spécialement mis en valeur par l'auteur du bordereau, le document original c'est le Manuel de tir.

Où se l'est-il procuré ?

Je vous envoie le projet de tir du Manuel d'artillerie de campagne, 14 mars 1894. Ce dernier document est extrêmement difficile à se procurer, et puis je ne l'ai à ma disposition que pour très peu de jours.

Pourquoi est-il difficile à se procurer pour l'auteur du bordereau ?

Le ministère de la guerre en a envoyé un certain nombre dans les corps, chacun en est responsable, chaque chef de corps doit le remettre après les manœuvres.

Voilà la difficulté : c'est qu'il n'y en a qu'un nombre limité pour les corps, et qu'en outre, les officiers détenteurs doivent remettre l'exemplaire après les manœuvres, par conséquent l'auteur du bordereau dit que dans ces conditions il est difficile de se procurer le document, et que, d'autre part, il ne peut l'avoir que quelques jours, et enfin que les officiers détenteurs doivent le remettre, après les manœuvres.

Donc, messieurs, il me paraît nécessairement résulter des termes mêmes du bordereau que le Manuel de tir n'a même pas été pris au ministère de la guerre, mais ailleurs, où il était facile de le consulter tous les jours, ou par conséquent l'officier d'état-major aurait pu le voir quand bon lui aurait semblé, non seulement pendant quelques jours, mais toutes les fois qu'il l'aurait voulu; mais qu'il a été puisé au corps où le ministre de la guerre n'en a envoyé qu'un nombre restreint d'exemplaires, que les officiers devaient remettre après les manœuvres. Je suis donc amené à conclure qu'en ce qui concerne le Manuel de tir d'artillerie, le document a été nécessairement puisé en dehors du ministère de la guerre.

En ce qui concerne les quatre autres articles, il ne s'agit plus de documents, il s'agit de notes, il s'agit par conséquent d'articles qui paraissent infiniment moins intéressants, infiniment moins clairs pour l'auteur du bordereau, qui ont infiniment moins de valeur que le document original.

M. Cavaignac est d'un avis très différent. Il dit :

Le Manuel de tir est un document intéressant sans doute, mais au fond, il n'a pas grande valeur.

Or, messieurs, ce Manuel, — c'est là ce que l'auteur du bordereau met en valeur, — il est distribué à tous les officiers de l'active, de la réserve et de la territoriale moyennant la prime de 20 centimes.

C'est un Manuel que les canonniers de 2^e classe étaient admis à consulter, à copier ou à faire copier. C'est un Manuel que partout on pouvait se procurer sans grande dépense. Mais alors, M. Cavaignac est bien dans le vrai, lorsqu'il nous dit que ce cinquième article du bordereau est un document qui par lui-même n'a pas grande valeur. Mais où M. Cavaignac ne me paraît plus être dans le vrai, c'est lorsqu'il nous dit que les quatre notes ont, au contraire, une valeur infiniment supérieure à ce document.

M. Cavaignac dit : Des notes, voilà qui est intéressant, voilà qui est documentaire ! les notes, c'est le titre spécial des documents les plus précieux et les plus confidentiels du ministère de la guerre. Non, le mot « notes » est employé ailleurs qu'au ministère de la guerre dans le langage courant où le mot « notes » indique simplement des indications de renseignements. Dans quel sens l'auteur du bordereau a-t-il dit : « Sans nouvelles m'avisant, etc. » ?

Il le dit : « Sans nouvelles m'avisant, etc. » ? Sans nouvelles m'avisant, etc. ? Je vous adresse cependant, monsieur, quelques renseignements intéressants.

Donc, ce ne sont pas des documents extra-confidentiels qu'il envoie à son correspondant; lorsqu'il envoie un docu-

ment et non plus des notes, il le met en valeur d'une façon merveilleuse.

Il est passé maître en l'art de faire valoir sa marchandise, et quand il s'agit de ces notes qui, pour M. Cavaignac, auraient une importance autrement grande que celle du bordereau, ce n'est plus que « quelques renseignements intéressants ». Incontestablement l'auteur du bordereau désignait, dans les quatre premiers articles, des renseignements qui devaient avoir, aux yeux du destinataire, une importance moins grande que l'article relatif au Manuel de tir.

Je dis donc que ces notes ne sont pas des documents ou des copies de documents originaux, mais simplement des copies de renseignements rédigées par l'auteur du bordereau lui-même. S'il en est ainsi, il est manifeste que ces renseignements n'émanent pas du ministère de la guerre. Pourquoi ? parce que l'auteur du bordereau, ce n'est pas un espion du ministère de la guerre, se gardera bien de faire un travail personnel, alors qu'il a à la disposition de son correspondant des documents qui ont une valeur marchande infiniment plus grande que le produit de son travail personnel. Donc je conclus que les quatre notes figurant dans le 5^e du bordereau sont évidemment des articles puisés ailleurs qu'au ministère de la guerre; qu'alors ils sont puisés dans les corps de troupes.

(L'audience est suspendue à deux heures cinq minutes.)

L'audience est reprise à deux heures et demie.

M. le président. — Maître Mornard, vous avez la parole pour continuer votre plaidoirie.

FAITS NOUVEAUX RELATIFS AU BORDEREAU

M. Mornard. — Messieurs, je viens d'établir, d'après l'analyse littérale du bordereau, que, très vraisemblablement, pour ne pas dire sûrement, les renseignements qui sont énumérés au bordereau avaient été puisés, non pas au ministère de la guerre, mais à une autre source.

Y a-t-il eu, messieurs, dans votre instruction, des révélations nouvelles qui viennent corroborer les conclusions que nous avons tirées de l'analyse du bordereau ?

C'est ce que je veux examiner maintenant; et je prétends puiser dans votre instruction quatre faits nouveaux qui viendront établir que l'origine des renseignements figurant au bordereau se place, non pas au ministère de la guerre, mais au camp de Châlons.

Ces quatre faits nouveaux consistent, d'une part, dans la déposition du commandant Hartmann rapprochée des journaux militaires de 1894; d'une autre part, dans des lettres d'Esterhazy qui seraient d'août 1894; d'une troisième part, dans une pièce d'espionnage en date du 27 septembre 1894, qui vous a été révélée par M. le général Deloye; enfin, d'une quatrième part, dans une décision de M. le chef d'état-major général de Boissière relative à la participation des stagiaires d'état-major aux exercices des corps de troupes.

Je reprends ces quatre points.

Les faits nouvellement révélés par le commandant Hartmann, faits qui sont d'ailleurs corroborés par des journaux militaires dont nous avons effectué la production, établissent qu'en ce qui concerne les trois documents, les trois articles du bordereau relatifs à l'artillerie, il s'agit de renseignements des expériences qui étaient faites précisément en août 1894 au camp de Châlons, dans ce que l'on appelle techniquement, paraît-il, « les manœuvres de masses d'artillerie ».

Si vous consultez, messieurs, la déposition du commandant Hartmann, et si vous la rapprochez des nombreux journaux militaires, et notamment de la *France militaire*, que nous avons produits, vous constaterez qu'aux manœuvres de masses d'artillerie qui ont eu lieu au camp de Châlons, du 10 au 22 août 1894, on a étudié tout spécialement en 1894 d'abord la mise en expérience du nouveau projet de Manuel de tir d'artillerie. C'est ce projet, dont on expérimentait la pratique au camp de Châlons en 1894, que l'auteur du bordereau offre à son correspondant.

En second lieu, on étudie au camp de Châlons les nouvelles formations de l'artillerie, c'est-à-dire la mise en pratique d'un nouveau règlement qui porte le titre de : « Règlement sur les manœuvres de batteries attelées ». C'est ce nouveau règlement sur les manœuvres de batteries attelées qui fixe les nouvelles règles à adopter par l'artillerie pour les formations sur les champs de manœuvre, en ordre de route, et en ordre de bataille.

Et les journaux, la *France militaire* notamment, insistent sur l'extrême importance de ces nouvelles formations, sur l'extrême importance des expériences qui se poursuivent au camp de Châlons, tant pour l'application pratique du projet de Manuel de tir que du projet de règlement sur les manœuvres de batteries attelées.

Le troisième objet d'expérience, dans ces manœuvres de masses d'artillerie au camp de Châlons, concerne le canon de 120 court, non pas peut-être tant en ce qui concerne le tir de ce canon qu'en ce qui concerne le véhicule même. Car vous n'ignorez pas, messieurs, que le canon de 120 court constitue notre engin le plus lourd comme canon de campagne, et on s'est préoccupé de la manière dont on arriverait à conduire cette pièce exceptionnellement lourde, lorsqu'il faudrait la faire circuler sur les chemins défoncés ou à travers les terres labourées.

Il y a, dans cet article de la *France militaire*, une expression des préoccupations du correspondant technique de ce journal, qui se demande si les véhicules, c'est-à-dire les affûts, pourront jamais résister à l'effort de traction que devront nécessairement exercer les chevaux pour conduire à travers les chemins défoncés ou les terres labourées ces pièces particulièrement lourdes.

On conçoit alors très bien que l'auteur du bordereau, lorsqu'il visait ces renseignements, ait employé une expression que les artilleurs, ou d'une manière générale les officiers, considéraient comme vicieuse lorsqu'ils disent : « On ne dit pas d'une manière générale, la manière, dont une pièce se conduit; mais la manière dont une pièce s'est comportée ».

Où, lorsqu'il s'agit de savoir la ma-

nière dont une pièce se comporte pendant les exercices de tir; mais, lorsqu'il s'agit d'expérimenter la pièce en tant que véhicule, lorsqu'il s'agit de vérifier comment cette pièce pourra se conduire à travers champs, on conçoit alors facilement que l'auteur du bordereau se soit laissé entraîner à écrire :

dant Hartmann étaient exacts, en ce qui concerne les troupes de couverture en 1894, car M. Cavaignac déclare que, dès le 2 mai 1894, des renseignements avaient été demandés par l'état-major général aux commandants de corps d'armée pour ces modifications aux troupes de couverture et que, le 20 juin 1894, on les avait des intentions de l'état-major général à cet égard.

20 juin 1894. Donc en août 1894, au moment de ces manœuvres de masse qui ont eu lieu du 10 au 22 août, il est certain que les officiers qui assistaient à ces exercices de manœuvre d'artillerie pouvaient puiser dans les conversations de leurs collègues tous les renseignements nécessaires pour envoyer au destinataire du bordereau, dans la forme même employée par le souscripteur de ce bordereau, quelques renseignements intéressants sur les troupes de couverture.

En ce qui concerne la note sur Madagascar. Oh ! évidemment, on pouvait aussi, partout ailleurs qu'au camp de Châlons, recueillir des notes sur Madagascar, car si vous vous reportez à la presse spéciale de 1894, aux journaux militaires de juin, juillet, août et septembre, vous trouvez dans n'importe quel journal militaire des articles plus ou moins circonstanciés sur Madagascar.

Puis, le *Journal militaire* de mai 1894 avait publié un article sur les troupes de couverture, et il l'intitulait — ce qui confirme encore ce que vous a dit le commandant Hartmann, et ce que je vous rappelle à l'instant, à savoir que c'était au 6^e corps qu'on était renseigné à cet égard — l'intitulait, dis-je, le *sixième corps et les troupes de couverture*. Et voyez combien, au camp de Châlons, il était facile de se renseigner sur les troupes de couverture, puisque ce renseignement sur les troupes de couverture se combine d'une façon tellement intime avec les renseignements sur les troupes du 6^e corps, qu'il est impossible de séparer les études sur les troupes de couverture des études sur les troupes du 6^e corps.

Je suis revenu sur les troupes de couverture parce que je tenais à donner ce renseignement essentiel. Je dirai que la note de Madagascar pouvait avoir été trouvée au camp de Châlons, que tous les journaux militaires fournissaient à cet égard des renseignements particulièrement intéressants. Mais ce que je veux établir c'est que la note sur Madagascar n'est certainement pas la seule que désigne M. Cavaignac. Vous vous rappelez en effet, messieurs, ce que vous a dit M. le commandant Hartmann, qui sur ce point nous apporte pas des opinions personnelles, mais vous apporte purement et simplement des renseignements puisés dans le rapport officiel de M. le général Duchesne, le commandant en chef de l'expédition de Madagascar.

Le général Duchesne fait connaître que l'expédition de Madagascar a été préparée par une Commission interministérielle qui se réunissait non pas au ministère de la guerre, mais au ministère des affaires étrangères, et qui était composée de commissaires délégués par le ministère de la guerre, le ministère de la marine, le ministère des colonies et le ministère des affaires étrangères. Quatre ministères délibéraient en même temps au ministère des affaires étrangères sur cette question de l'expédition de Madagascar.

Et alors, il se conçoit facilement que si quatre ministères étaient intéressés à la rédaction de cette note, à la rédaction des documents préliminaires pour établir l'expédition, il se soit produit des fuites en dehors même du ministère de la guerre. Précisément on vous révélait — c'est le colonel Picquart qui vous apportait ce renseignement, et j'ai pu le vérifier — qu'en septembre 1894, un journal d'études maritimes, le *Yacht*, publiait une étude extrêmement documentée sur Madagascar, étude qui reproduisait presque la note du 20 août 1894, et cette étude, signée d'un officier de marine, M. Weyl, n'avait absolument rien qui fût contraire à la loi de 1886 sur l'espionnage ; elle émanait d'un officier des plus honorables qui, assurément, ne croyait pas qu'en publiant un article intéressant d'études maritimes, il pouvait violer les secrets de la patrie concernant l'expédition de Madagascar.

Or, ce que l'on pouvait recueillir par les indiscrétions des militaires qui faisaient partie de la Commission, on pouvait parfaitement le recueillir au camp de Châlons, et le capitaine Weyl a reconnu lui-même que les renseignements qu'il publiait dans le *Yacht*, non seulement ils les avait recueillis au ministère de la marine où on ne s'était pas gêné pour lui communiquer des notes à cet égard, mais aussi dans des conversations avec d'autres officiers et dans les journaux spéciaux militaires.

On peut dire, en ce qui concerne cette note sur Madagascar, qu'un officier en contact au camp de Châlons avec d'autres officiers de toutes armes pouvait recueillir, en même temps qu'il avait sous les yeux des journaux militaires, tous les éléments nécessaires à cette note sur Madagascar.

Je reconnais qu'en ce qui concerne la note sur Madagascar et la note sur les troupes de couverture, ces deux notes n'ont pas été nécessairement puisées au camp de Châlons. Mais je soutiens qu'elles ont pu l'être, et je crois l'avoir établi.

Donc, sur cinq documents, nous en avons, d'après les révélations nouvelles apportées à la Cour, trois qui nécessairement paraissent émaner du camp et deux qui peuvent y avoir été puisés.

LETTRES D'ESTERHAZY

2^e ordre de révélation confirmant la conclusion que je prétends tirer de l'analyse même du bordereau. Ce sont les lettres qu'Esterhazy écrivait aux dates du 11 et du 17 août 1894. Je n'insisterai pas longuement sur ce point, je veux seulement constater que dans ces lettres, le commandant Esterhazy déclare, le 11 août, qu'il est envoie au camp de Châlons pour cinq ou six jours et, le 17 août, qu'il vient de quitter le camp de Châlons. Il y a là une concordance absolue entre les deux lettres, qui établit d'une manière certaine que le moment où Esterhazy a assisté aux manœuvres de masses qui se sont déroulées du 10 au 20 août, se place entre le 10 et le 17 août. Quelle était son attitude lorsqu'il suivait ainsi les manœuvres d'artillerie ou les exercices de tir ? Vous avez entendu le capitaine Le Rond (page 420), dire :

« Parmi les officiers supérieurs se trouvait le commandant Valdin-Esterhazy, appartenant au 6^e corps ; je l'ai remarqué comme intelligent, esprit alerte, très désireux de s'instruire

sur une arme qui n'était pas la sienne, et posant pour cela des questions de détails sur le matériel du service d'artillerie.

Mais Esterhazy a bien soin, lui, à l'encontre de Dreyfus, de dissimuler les renseignements qu'il a pu recueillir et les connaissances qu'il possède sur ce qui touche aux engins de guerre et aux nouveaux armements ! Vous savez encore qu'il s'efforçait d'affirmer son incompréhension au point qu'il écrivait à ce même capitaine Le Rond une absurdité manifeste sur le feu de l'artillerie, lui demandant si ce qu'il dit n'est pas une hérésie quand cela sautait aux yeux des moins initiés, et en le priant de lui indiquer un traité fournissant tous les renseignements sur le feu de l'artillerie et sur les nouveaux obus à la mélinite.

Vous voyez donc, d'après les révélations que vous ont été apportées, les journaux militaires, la déposition du commandant Hartmann et les lettres d'Esterhazy des 11 et 17 août 1894, d'une part, qu'il avait, au camp de Châlons, tous les éléments nécessaires pour rédiger les notes visées dans le bordereau et, d'autre part, qu'il était au camp de Châlons et ne demandait pas mieux que de s'y renseigner.

3^e révélation confirmant la même conduite. Alors c'est la note du 27 septembre 1894 citée par le général Deloye et rapportée (p. 775 de l'instruction) :

A la date du 27 septembre 1894, la 3^e direction a reçu la copie d'une note adressée par un agent duit gouvernement à l'un de ses agents en France. Cette note est ainsi conçue : « Quelle est la composition des batteries du régiment de corps à Châlons ? Combien de batteries de 120 ? Quels obus tirent-elles ? Quels sont les effectifs des batteries, etc. »

Cela ne confirme-t-il pas ce que nous disions tout à l'heure que les renseignements de l'auteur du bordereau concernant le 120 court-vaient être puisés au camp de Châlons ? Cette note qui est adressée, je crois, en réponse au bordereau, comme nous allons en avoir la preuve tout à l'heure, poursuit :

Manuel de tir de l'artillerie de campagne.

Vous vous rappelez que c'est le troisième article du bordereau. L'auteur du bordereau déclare d'abord qu'il envoie le Manuel, puis, se ravisant, il déclare qu'il ne l'enverra que si son correspondant le juge intéressant. Alors, en réponse au bordereau, le correspondant dit : « Envoyez le Manuel de tir de l'artillerie de campagne. » Mais ce qu'il y a de plus caractéristique dans cette note c'est que, en parlant du Manuel de tir de l'artillerie de campagne, on produit exactement la même erreur de terminologie qui avait été commise par l'auteur du bordereau et que, au lieu de parler du tir de l'artillerie de campagne, on parle d'un manuel de cette arme qui s'appelle l'artillerie de campagne. C'est l'erreur signalée par le capitaine Moch, et il est extrêmement curieux de voir que cette faute de terminologie se trouve à la fois dans le bordereau et dans cette note du 27 septembre 1894 qui réclame précisément le document offert par l'auteur du bordereau.

La note réclame le projet de règlement sur les manœuvres de batteries attelées. Or vous savez, messieurs, que précisément lorsque l'auteur du bordereau envoyait des renseignements sur la formation de l'artillerie, il envoyait en réalité des renseignements sur l'application pratique du projet de règlement sur les manœuvres de batteries attelées. Et n'est-il pas frappant que le destinataire du bordereau réclame à la date du 27 septembre 1894 un projet de règlement sur l'application duquel l'auteur du bordereau lui a déjà fourni quelques renseignements intéressants ?

Tout semble donc indiquer que l'on se trouve ici en présence d'une note qui est envoyée par le destinataire du bordereau à son informateur habituel, note par laquelle il le prie de compléter les quelques renseignements intéressants qu'il a envoyés avec le bordereau. Mais quel est le destinataire de cette demande d'information du 27 septembre 1894 ?

A cet égard, nous manquons évidemment de renseignements, mais il y a à quelques chose d'assez caractéristique : la note en question du 27 septembre 1894, après avoir formulé les divers desiderata que je viens d'exprimer, demande en outre à l'informateur une réglette de correspondance. Pratiquement, il paraît que c'est un instrument qui sort de complément au Manuel de tir. Or, messieurs, si vous vous reportez au dossier du Conseil de guerre Esterhazy, vous y trouverez, à la date du 26 novembre 1897, la déposition du lieutenant d'artillerie Bernheim qui déclare qu'il a remis en 1894, à Esterhazy, un règlement sur le service des bouches à feu, règlement que, d'ailleurs, il déclare n'être pas confidentiel et, en second lieu, une réglette de correspondance.

« Or, dit le lieutenant Bernheim, ces deux documents que j'ai remis à Esterhazy je les lui ai remis, je n'ai jamais pu rentrer en leur possession. »

N'est-il pas curieux, messieurs, que la note du 27 septembre 1894 réclame à l'informateur de l'agent A une réglette de correspondance, qu'à cette date de 1894, une réglette de correspondance est remise à Esterhazy, et celui qui a remis cet instrument à Esterhazy ne peut plus rentrer en sa possession ? Mais il reste encore la note du 27 septembre 1894, qui réclame le nouveau fusil.

Reportez-vous, messieurs, aux documents de l'enquête. Reportez-vous à la déposition faite par les sieurs Ecalle fils et Bousquet. Vous constaterez que ces deux témoins ont déclaré qu'étant soldats sous les ordres d'Esterhazy, ils ont été chargés par Esterhazy de copier les plans et modèles d'un fusil, qu'Esterhazy leur a déclaré d'ailleurs être un fusil autrichien, auquel lui, Esterhazy, avait apporté des perfectionnements, et ajoutant que ce travail était très pressé, parce qu'il voulait le soumettre à M. Cavaignac, alors ministre de la guerre, et que le ministère pourrait bientôt tomber.

Inutile de dire qu'en ce qui concerne cette dernière partie des déclarations du commandant Esterhazy étaient des plus fantaisistes.

Mais il y a ceci d'étrange, c'est que ces deux témoins, les sieurs Ecalle fils et Bousquet, ont copié pour Esterhazy les plans et modèles du nouveau fusil, et que c'était précisément le nouveau fusil que réclamait la note du 27 septembre 1894, si bien qu'il semble résulter de cette note d'une part, qu'il s'agit d'une note envoyée à l'auteur du bordereau en réponse au bordereau, et, d'autre part, que cette note du 27 septembre 1894 est envoyée à qui, et transmise à qui ?... au commandant Esterhazy !

Ainsi, messieurs, en ce qui concerne l'origine du bordereau, cette quatrième catégorie que je vais examiner, nous trouvons des révélations absolument concordantes.

La déposition du commandant Hartmann semble indiquer que les renseignements donnés par le bordereau proviennent d'Esterhazy. Esterhazy étant précisément au camp de Châlons au moment où il pouvait puiser les renseignements donnés par le bordereau.

De la pièce du 27 septembre 1894, de la déposition Hartmann, il résulte que précisément les renseignements envoyés par l'auteur du bordereau étaient bien puisés au camp de Châlons, et que l'auteur du bordereau, comme le destinataire de la note du 27 septembre 1894, ne paraît être autre, suivant les hypothèses, que le commandant Esterhazy.

ESTERHAZY ET SCHWARTZKOPPEN

J'ai examiné, messieurs, parmi les éléments matériels du bordereau, les faits nouveaux concernant : le papier, l'écriture, la date, l'origine des renseignements.

Il ne me reste plus qu'à examiner les relations d'espionnage du destinataire du bordereau, et d'autre part les aveux formels et implicites de son auteur.

Les relations d'espionnage du destinataire du bordereau — il s'agit des relations d'espionnage de l'agent A — quelles étaient-elles ?

Eh bien ! messieurs, le général de Gallifet vous a apporté ici des renseignements qui sont concordants avec une note de notre ambassadeur à Rome, avec une note d'un agent étranger et avec la déclaration formelle d'Esterhazy lui-même.

Les relations d'espionnage de l'agent A (le destinataire du bordereau) comprennent bien certainement Esterhazy lui-même. Le général de Gallifet, messieurs, s'est exprimé à cet égard en ces termes :

Au mois de mai 1896, M. le général anglais Talbot qui avait été, comme colonel, attaché militaire en France pendant six ans, et avec qui j'étais en relation depuis de longues années, vint à Paris une fois à son retour d'Egypte et me dit : « Pendant tout le temps que j'ai été employé en France je n'ai jamais connu Esterhazy, mais je suis étonné de voir le commandant en liberté, parce que nous tous, attachés militaires en France, nous savions qu'avec un ou deux billets de mille francs Esterhazy se procurait des renseignements que nous ne pouvions nous procurer directement au ministère. »

Je sais, messieurs, que le général Talbot a envoyé une note, une lettre qu'il qualifie de rectificative.

Rectificative, oui, mais en quel sens ? En ce sens que, quant à lui, personnellement, il n'a jamais fait usage des bonnes dispositions du commandant Esterhazy. Mais le général Talbot affirme à nouveau que la personnalité du commandant Esterhazy était bien connue des attachés militaires, et que ceux-ci savaient parfaitement les services qu'au besoin on en pouvait tirer.

Donc, la déposition du général de Gallifet subsiste en substance, et il résulte de cette déclaration que de celle du général Talbot que certainement Esterhazy proposait tout au moins ce trafic aux attachés militaires étrangers.

A côté de la déposition du général de Gallifet se trouve une note de notre ambassadeur à Rome, révélée par M. Paléologue en sa déposition. (Enquête pages 270 et 272) :

Demande. — N'avez-vous jamais eu d'autres renseignements sur Esterhazy ?

Réponse. — Le seul document qui existe est un télégramme de l'ambassadeur de la République à Rome, daté du printemps dernier, d'après lequel, selon les informations qui n'ont pu être contrôlées, Esterhazy aurait reçu en ces dernières années, d'un gouvernement étranger, une somme de 200,000 francs et, tout récemment, une somme de 800,000 francs. Je ne puis toutefois préciser mes souvenirs quant à ces chiffres. Le télégramme en question a été immédiatement transmis au ministère de la guerre.

Demande. — M. Paléologue sait-il si des renseignements intéressant la défense nationale ont été envoyés en Allemagne par Esterhazy ?

Réponse. — Un personnage étranger, dont je ne crois pas pouvoir donner le nom, ni garantir la loyauté, mais qui semble en situation d'être bien renseigné, a affirmé naguère à un de nos collègues, lequel avait qualité pour recevoir cette confidence, qu'il existait au ministère de la guerre, à Berlin, environ 235 documents livrés par Esterhazy.

Voilà qui vient corroborer singulièrement les déclarations du général de Gallifet.

Enfin, si nous nous reportons aux déclarations faites par Esterhazy lui-même, nous trouvons, dans la lettre qu'il a adressée à M. le premier président, les déclarations suivantes :

J'ai eu avec un agent étranger, pendant dix-huit mois, de 1894 à 1895, la demande du colonel Sandherr, chef du service des renseignements, que j'avais connu en Tunisie, des rapports que j'aurais précisés devant vous si j'avais été relevé du secret professionnel. Grâce à ces rapports, connus de mes chefs les plus autorisés, ainsi que le démontre l'information suivie contre Picquart, j'ai pu fournir au colonel Sandherr des renseignements du plus haut intérêt et combattre utilement des agissements dont l'auteur était bien connu et contre lequel on n'avait pas agit ouvertement.

Donc, messieurs, voici qui vient absolument affirmer l'exactitude des renseignements apportés par le général de Gallifet et par M. Paléologue.

Le commandant Esterhazy reconnaît qu'il a été en relations d'espionnage avec l'agent A ; mais, dit-il, « c'étaient des relations d'espionnage utiles pour mon pays, je cherchais à contrecarrer les menées d'espionnage de l'agent A et c'est pour cela que, d'accord avec le colonel Sandherr, je lui ai livré des documents plus ou moins confidentiels. »

La Cour sait ce qu'il faut penser de cette explication. Les chefs hiérarchiques du commandant Esterhazy ont déclaré que jamais ils n'avaient autorisé le commandant Esterhazy à se livrer à de pareilles manœuvres.

Il résulte donc de cette déclaration, purement et simplement, que si Esterhazy livrait des documents, il les livrait *proprio motu*, pour son propre compte.

Donc voici qui est bien établi : l'agent A, le destinataire du bordereau, était un homme en relations d'espionnage avec le commandant Esterhazy.

Et nous nous trouvons ainsi en présence du fait nouveau qui nous montre : Que le bordereau, le seul élément matériel versé aux débats, est le morceau de papier qui est conforme au papier utilisé à cette époque par Esterhazy ;

Que cet élément matériel est revêtu

d'une écriture qui n'est autre que l'écriture d'Esterhazy ;

Que les renseignements visés à ce bordereau sont des renseignements puisés au camp de Châlons où se trouvait Esterhazy ;

Que ce bordereau est envoyé à l'agent A, c'est-à-dire à une personnalité qui se trouvait en relations d'espionnage avec Esterhazy.

Eh bien, messieurs, est-ce que le faisceau de ces faits nouveaux qui s'enchaînent pour ainsi dire sur cette base, l'élément matériel de l'accusation de 1894, ne vient pas la ruiner d'une manière irrémédiable ? Est-ce qu'il peut subsister un doute dans votre esprit ?

M. le président-rapporteur vous disait : « Oh ! la loi de 1896 peut s'appliquer, la révision peut être accordée lorsqu'on apporte des faits nouveaux établissant des présomptions d'innocence. »

LES AVEUX D'ESTERHAZY

Je fais mieux.

Ce ne sont pas des présomptions d'innocence que je vous apporte, c'est la preuve littéraire et complète de l'innocence de Dreyfus par la démonstration de la culpabilité d'Esterhazy.

Cette preuve de l'innocence de Dreyfus, je l'ai puisée dans les faits nouveaux qui concernaient l'élément matériel, le bordereau. Je vais la puiser à une autre source, aux aveux d'Esterhazy.

Esterhazy, messieurs, a reconnu être l'auteur du bordereau, il l'a déclaré devant certains témoins, M. Chincholle, M. Strong ; je n'y attache aucune importance. Esterhazy a révoqué ses aveux ; c'était son droit.

Mais il y a plus. Si Esterhazy a pu révoquer les paroles imprudentes qu'il avait laissées échapper en présence de MM. Strong et Chincholle, il est quelque chose qu'il ne peut pas effacer, ce sont ses propres actes.

Or, au moment où, en 1897, Esterhazy est dénoncé comme l'auteur du bordereau, vous savez, par un ensemble de témoignages qui se corroborent mutuellement, que Esterhazy :

Alors affolé, s'est précipité... où ? Précisément à l'ambassade, pour réclamer à l'agent A sa protection, pour réclamer à l'agent A une attestation affirmant que jamais lui, l'agent A, n'avait eu de relations d'espionnage avec Esterhazy.

Il faut bien reconnaître que, d'après les propres déclarations d'Esterhazy, c'était un message qu'il allait solliciter de l'agent A, puisque Esterhazy déclare lui-même qu'il a eu des relations d'espionnage avec lui, relations qui, pour l'agent A, devaient être nécessairement considérées comme des relations d'espionnage véritable.

Donc Esterhazy se précipite chez l'agent A pour lui demander une déclaration mensongère attestant qu'il, Esterhazy, n'a jamais fait d'espionnage avec l'agent A.

Vous savez que cette déclaration n'a jamais pu être obtenue, et que si l'agent A, par des cris de conscience qu'on ne conçoit que trop bien, a cherché à faire savoir à notre gouvernement, par tous les moyens dont il disposait, qu'il y avait là-bas, à l'île du Diable, un innocent, l'agent A s'est toujours refusé à apporter la déclaration mensongère qui était sollicitée par Esterhazy de lui, pour assurer le triomphe d'un coupable et enfermer à jamais au bagne l'innocent.

A côté des aveux d'Esterhazy, nous avons encore une source de renseignements où nous pouvons puiser la preuve complète et suffisante elle-même de l'innocence de Dreyfus.

Cette source de renseignements, ce sont les déclarations de M. le comte Torielli, qui ont été apportées à la Cour par M. l'ancien garde des sceaux Trarieux.

Vous savez que M. le comte Torielli a révélé ce que j'appellais tout à l'heure les angoisses de conscience de l'agent A, qu'il a indiqué que, lors de la publication du bordereau faite par le *Matin*, les attachés militaires qui avaient peut-être quelque chose sur la conscience en ce qui concerne les relations internationales, ont été pris de ce qu'on pourrait appeler une véritable panique de conscience, et qu'à ce moment ils ont tout fait pour révéler à notre gouvernement que Dreyfus était innocent et qu'il avait été condamné pour des faits qui étaient imputables — oh ! ils ne disaient pas à qui, mais nous le savons maintenant — qui étaient imputables au commandant Esterhazy.

Les déclarations de M. le comte Torielli sont absolument topiques, absolument préemptoires, mais il vous en a déjà été donné lecture, et je ne crois pas devoir fatiguer la Cour en la faisant passer à nouveau sous ses yeux.

El je constate maintenant que j'ai établi l'innocence de Dreyfus en puisant mes preuves à trois sources différentes : d'une part aux faits nouveaux se référant à l'élément matériel du bordereau ; en second lieu, aux aveux d'Esterhazy ; en troisième lieu, aux révélations dues au destinataire du bordereau, à l'agent A, à celui qui, mieux que personne, connaît la vérité sur cette affaire.

PREUVE DE L'INNOCENCE DE DREYFUS

J'ai terminé l'examen des éléments du procès de 1894.

J'ai établi que ces éléments comprennent des éléments moraux, des éléments matériels clandestins, et un élément matériel unique, versé aux débats. J'ai examiné comment se comportaient ces trois catégories d'éléments à la lumière des faits nouveaux.

J'ai montré qu'en ce qui concerne les éléments moraux il y avait là un moyen de révision préemptoire, puisque les simulacres d'éléments moraux, les rapports de Guénée figurant au dossier de 1894, se présentaient comme de simples racontars dénués de créance, et qu'ils étaient absolument détruits par les rapports authentiques qui ont été dérobés aux juges de 1894.

J'ai relevé dans les éléments matériels clandestins deux moyens de révision : la révélation même de leur clandestinité et la révélation de leur inapplicabilité à Dreyfus.

En ce qui concerne l'élément matériel versé aux débats j'ai montré qu'il y avait là six faits nouveaux établissant des présomptions d'innocence :

Fait nouveau concernant le papier ;
Fait nouveau concernant l'écriture ;
Fait nouveau concernant la date ;
Fait nouveau concernant l'origine des renseignements ;
Fait nouveau concernant les relations

d'espionnage du destinataire du bordereau ;

Enfin, fait nouveau dérivant de la révélation de la pièce de 1894 qui fixait la date de l'envoi des stagiaires dans les régiments.

Enfin, j'ai établi que, dans les aveux d'Esterhazy, on trouvait encore la preuve de l'innocence de Dreyfus et un moyen de révision et qu'il y en avait encore un dans les déclarations de M. le comte Torielli.

Je crois, messieurs, qu'il y a sur ces points non pas seulement des présomptions d'innocence, mais la preuve absolue de l'innocence de Dreyfus et que, dans ces conditions, la révision s'impose.

DU PATY DE CLAM ET HENRY

Mais ce n'est pas tout.

Je dois examiner maintenant les faits concernant le faux Henry, c'est-à-dire que je dois rechercher comment le Conseil de guerre de 1894 a pu être induit à commettre une aussi lamentable erreur. Cette erreur, messieurs, il n'y a pas de doute, est imputable au commandant du Paty de Clam et au commandant Henry.

Quel a été le rôle de ces deux officiers en 1894 ?

Le commandant du Paty de Clam, c'était l'officier de police judiciaire, celui qui a posé, en quelque sorte, les premières bases de l'accusation, et vous savez à quels singuliers procédés avait recouru cet officier de police judiciaire.

Vous connaissez cette étrange scène de la dictée, celle qui a amené l'arrestation de Dreyfus, parce que, dit le commandant du Paty de Clam, Dreyfus aurait manifesté, par un tremblement de son écriture, l'aveu même de sa culpabilité.

Vous connaissez la dictée : le texte en est sous vos yeux.

Je ne sais si la Cour partage mon impression ; pour ma part, je n'ai pas pu y trouver la moindre trace de tremblement ou d'émotion.

Vous connaissez aussi cet interrogatoire affolant que le commandant du Paty de Clam a fait subir au malheureux Dreyfus, tout en lui dérochant soigneusement le document qui était la base même de l'accusation, et faisant, en quelque sorte, valser devant ses yeux les photographies de mots empruntés au bordereau et à l'écriture de Dreyfus, pour lui demander successivement si tel mot était de son écriture, et si tel autre n'en était pas également.

Vous connaissez enfin son intervention dans les débats, où, après cet interrogatoire affolant, où on a jeté le malheureux Dreyfus, véritable loque humaine, pour le galvaniser encore avec l'étonnante déposition du commandant Henry.

Vous connaissez la déposition du commandant du Paty de Clam, venant, devant le Conseil de guerre, agir sur l'esprit des juges, alors qu'il avait été officier de police judiciaire.

Vous connaissez cette scène où le commandant du Paty de Clam prétend relever encore des aveux, parce que, au cours de cet interrogatoire, Dreyfus aurait croisé une de ses jambes sur l'autre ; et, alors, comme il lui avait posé une question qui, nécessairement, devait provoquer son émotion, il avait remarqué un tremblement dans l'extrémité du pied de Dreyfus.

Vous savez que M^e Demange, en présence de cette extraordinaire prétention de du Paty de Clam, en a été réduit à apporter un certificat médical, que j'ai versé au dossier, certificat par lequel un honorable médecin de Paris démontre que les mouvements du pied, dans une situation pareille, ne sont pas en rapport avec les mouvements du cœur, et que, par conséquent, il n'y a pas là la preuve d'une émotion quelconque.

Voilà par quels procédés le commandant du Paty de Clam dirigeait son accusation.

En ce qui concerne le commandant Henry, qu'a-t-il fait au début de l'instance ? Vous savez qu' aussitôt Dreyfus arrêté, c'est le commandant Henry qui conduit le capitaine Dreyfus à la prison du Cherche-Midi ; et il dresse un procès-verbal d'une conversation qu'il aurait tenue avec Dreyfus, procès-verbal qui n'a aucune utilité, sauf la constatation finale, affirmée par Henry, qu'au cours de cette conversation Dreyfus a sciement altéré la vérité. Ce qu'il y a d'extraordinaire, c'est qu'on n'aperçoit pas l'utilité du mensonge qu'aurait commis Dreyfus à cet égard.

Quoi qu'il en soit, vous savez que les réponses faites par Dreyfus, telles qu'elles sont consignées dans le procès-verbal d'Henry, sont l'expression exacte de la vérité, qu'elles traduisent fidèlement ce qui s'était passé entre lui et le commandant du Paty de Clam au moment de l'arrestation.

Alors il y en a bien un des deux qui altère la vérité : c'était Henry.

M. le président-rapporteur disait l'autre jour :

Le commandant Henry a-t-il pu, de bonne foi, confondre certaines des questions posées par le commandant du Paty de Clam, et, en faisant le résumé de ses souvenirs à cet égard, affirmer que, effectivement, le commandant du Paty de Clam avait mis Dreyfus au courant des documents qu'il était accusé d'avoir volés pour l'Allemagne ?

En admettant même la bonne foi du commandant Henry, il n'en résulte pas moins ce fait certain : que, dans ce procès-verbal où Henry affirme que Dreyfus est un menteur, Henry n'affirme pas que lui soit ou non de bonne foi ! Mais il affirme certainement, sous la foi du serment, une chose fautive.

Si le commandant Henry dépose avec une telle légèreté, qui dit que, lorsqu'il a fait devant le Conseil de guerre une déposition autrement importante, où il était censé rappeler encore la conversation qu'il avait eue lui-même avec un M. de B..., qu'on qualifie de rastatouère ou d'homme honorable — qui nous dit que le commandant Henry n'a pas altéré encore la vérité, qui nous dit qu'il était même de bonne foi ?

Mais ce procès-verbal n'est pas le seul acte qu'on puisse lui reprocher dans le procès de 1894.

Vous savez, messieurs, que le ministre de la guerre, le général Mercier, hésitait à poursuivre Dreyfus sur des preuves aussi infimes que celles qu'il avait recueillies ; on avait peur alors que la proie échappât et on avait la presse pour faire, contre le général Mercier lui-même, une odieuse campagne de chantage.

Qui est-ce qui a averti la presse ?

Dieu me garde de lancer une affirmation téméraire à cet égard ; mais je consi-

tate que la lettre qui a averti un journal, que je ne veux pas qualifier, est signée Henry et qu'elle s'adresse à quelqu'un qu'on qualifie de : « Mon cher ami ». Cette lettre, messieurs, est particulièrement caractéristique. En voici la teneur :

28 octobre 1894.

Mon cher ami

Je vous l'avais bien dit ; c'est le capitaine Dreyfus, celui qui habite 6, avenue du Trocadéro, qui a été arrêté le

vous à lui, hier, des lettres adressées au Président de la République; je n'en lirai qu'une seule, adressée non plus au Président de la République, mais au général de Boisdeffre, la voici :

Paris, 5 juillet 1897.

Monseigneur le général de Boisdeffre

Mon général,

Le cœur perdu, le cerveau en lambeaux, c'est vers vous, mon général, que je viens encore jeter un nouveau cri de détresse, un cri d'appel plus poignant, plus désolant... C'est pourquoi je viens encore jeter un cri de détresse poignant, le cri d'un père qui vous remet de lui à de plus précieux au monde, la vie de ses enfants.

Vous savez qu'en réponse à ces lettres des manœuvres se poursuivaient au ministère de la guerre, car, à cette date de 1897, la vérité commençait à se révéler.

Il n'est pas de manœuvres infâmes qui n'aient été imaginées pour essayer de l'étouffer.

LE COLONEL PIQUART

Ce fut d'abord en 1896 le colonel Piquart qui démasqua le premier le commandant Esterhazy. Ce fut, plus tard, l'honorable vice-président du Sénat, M. Scheurer-Kestner; puis, par la publication du bordereau; d'autres constatèrent cette identité qui frappe tous les yeux, l'identité d'écriture du bordereau avec l'écriture du commandant Esterhazy. C'est alors que M. Castro, banquier, avertit M. Mathieu Dreyfus de cette singularité. Deux mois seulement, messieurs, de l'information du colonel Piquart, chef du service des renseignements.

Piquart, vous le savez, reçut par la voie ordinaire les débris d'un petit bleu adressé à Esterhazy (Rires) que son auteur, après réflexion, n'avait pas envoyé. L'origine, le destinataire, le contenu révélait des relations suspectes entre Esterhazy et un agent étranger.

Le colonel Piquart prend des renseignements sur Esterhazy. Ces renseignements ne pouvaient être que déplorablement faibles, ils le furent.

L'informateur X..., l'agent de Bâle, donne des indications au bureau des renseignements et il dévoile quoi? que l'officier informateur de l'agent A n'est autre qu'un commandant d'infanterie qui révèle, spécialement des renseignements sur l'artillerie.

Comme un agent étranger avec lequel Esterhazy était en relations est le même que le destinataire du bordereau, Piquart compare l'écriture du bordereau avec celle d'Esterhazy. Il est effrayé par cette identité avec l'écriture d'Esterhazy. Piquart, de plus en plus troublé, et pour rassurer sa conscience, étudie alors le dossier secret et, il le dit, il restait épouvanté devant ces manœuvres.

Piquart se mit alors en rapport avec le général de Boisdeffre et le général Gonse. La réponse de ces généraux, messieurs, est très prudente; elle est semblable à la réponse que faisait, en 1894, je crois, un procureur impérial qui a sur la conscience l'erreur judiciaire commise en ce qui concerne Pierre Vaux et Petit.

« Poursuivez votre information, mais prenez bien garde, respectez la chose jugée. Il ne faut pas toucher à la condamnation de Dreyfus. Poursuivez votre information. »

Piquart répondit : « Comme chef du bureau des renseignements, je ne peux pas chercher autre chose que ce que vous connaissez déjà. Si je fais plus, mon information va devenir douteuse. Pour obtenir davantage, il faut ouvrir une information judiciaire sur ce point. »

Et Piquart à la malheure de laisser entrevoir les soupçons qui l'obsèdent en ce qui concerne le commandant Esterhazy, devant ses subordonnés, devant le commandant Henry. Ce devait être sa perte.

Vous savez, messieurs, par quels atroces procédés le commandant Henry a alors miné Piquart dans l'esprit de ses chefs.

Vous savez comment, à la suite de cette manœuvre d'Henry, soigneusement menée à la manière des rapports Guéné, le colonel Piquart a été chargé de cette mission ridicule d'aller à la France, et lui fait traverser la Méditerranée, le fait passer de l'Algérie en Tunisie. Il n'est pas assez loin encore! On veut l'envoyer sur la frontière tripolitaine, au milieu des assassins du marquis de Morès, et ce n'est que grâce au général Leclercq que le colonel Piquart put s'échapper.

Henry, cependant, interceptait la correspondance du colonel Piquart et, au moyen d'éléments puisés dans sa correspondance particulière, la fabrication des faux bat son plein.

Il s'agit de le représenter comme un agent d'un prétendu syndicat fondé, vous le savez, pour substituer au coupable, au traître Dreyfus, un innocent qui personnaliserait alors, paraît-il, l'honneur de l'armée française : le commandant Esterhazy!

On viole le domicile de Piquart; on le substitue au véritable accusé; on organise contre lui un quelconque; on organise même une accusation de faux, l'histoire du petit bleu; on le met en réforme, on le jette en prison, on le met au secret, on le destine au bagne, et les journaux officieux du commandant Henry, messieurs, n'ont fait, depuis, que déverser calomnies sur calomnies sur le colonel Piquart.

Et qu'il était-ce donc que le colonel Piquart? Les notes du colonel Piquart ont été unanimement excellentes, et voici en quels termes il était parlé de lui, en 1898, par le général de Gallifet, membre du Conseil supérieur de la guerre, commandant d'une armée :

En cette qualité, j'ai disposé d'un état-major assez nombreux. Le commandant Piquart m'avait été signalé par le général de Boisdeffre, par le général Chamois, par le général Renouard, comme l'officier supérieur le plus apte à remplir ces fonctions. J'ai eu sous mes ordres le colonel Piquart pendant cinq ans. Il méritait mon estime la plus profonde.

Le général Darras, le général Bailloud avaient pour lui autant d'estime que d'affection et me le signalaient en toutes circonstances, comme un officier destiné à arriver aux plus hautes situations de l'armée.

Et le général de Gallifet termine sa déposition en ces termes :

Je ne sais si Piquart a commis une faute, mais, s'il l'a commise, je suis certain qu'il n'y a été amené que par son amour de la vérité.

et certainement pas poussé par un sentiment vil.

Et les appréciations de tous les généraux, répétées par le général de Gallifet, ces appréciations concordent avec toutes les notes de Piquart. De n'importe qui elles émanent, toutes sont unanimement élogieuses. Et il n'y a pas seulement que des notes, il y a des ordres de service, où le colonel Piquart est toujours représenté comme une nature d'élite.

Je ne veux citer qu'un ordre général du 19 février 1888 :

Le général commandant la 2^e brigade ne veut pas laisser partir le capitaine Piquart, qui a rempli pendant plus de deux années, avec tant de distinction, les fonctions de capitaine-major de la brigade, sans le remerciement de toutes les qualités dont il a fait preuve. Infatigable au travail, doué d'une intelligence supérieure, le capitaine Piquart a su par ses excellents services, par la fermeté de son caractère et la courtoisie de ses relations, se concilier l'estime et l'affection de ses chefs, l'amitié de ses camarades, et la sympathie respectueuse de ses subordonnés. C'est avec les regrets les plus vifs que le général commandant la 2^e brigade voit partir un collaborateur précieux.

Il lui souhaite, avec un heureux retour en France, l'avancement rapide dont il est digne et que tout le monde voudra lui souhaiter.

Et vous vous trompiez tous, généraux de France, qui, pendant un quart de siècle, avez unanimement signalé l'officier Piquart comme une nature d'élite! Cet homme est un faussaire, un faussaire, puisqu'il fut accusé de faux par le colonel Henry!

Mais qu'importe vraiment que les experts commis aient déclaré ne pas reconnaître dans l'écriture qui leur était soumise l'écriture du colonel Piquart? Qu'importe qu'on ait pu, par la comparaison de photographies successives, arriver à déterminer que ce document avait été l'objet de grattages et de surcharges, alors précisément qu'il se trouvait entre les mains des accusateurs de Piquart? Qu'importe tout cela? Piquart est faussaire puisqu'après quatre-vingts jours de mise au secret, puisqu'après cette accusation, Piquart va accomplir toute une année de prison! (Vif mouvement dans l'auditoire.)

Vous vengerez le colonel Piquart contre les accusations qu'on lui a criminellement imputées, mais j'aurais manqué à un devoir sacré si je n'avais apporté ici, avec mon humble tribut d'admiration personnelle, le tribut ému de reconnaissance de ma cliente pour l'homme loyal, généreux et bon qui n'a pas hésité à sacrifier son merveilleux avenir et à se laisser chasser de cette armée qu'il aime, pour obéir au devoir qui lui dictait sa conscience envers ce malheureux frère d'armes injustement flétri! (Vive émotion, applaudissements.)

Messieurs, ce n'est pas seulement contre le colonel Piquart que la calomnie s'est exercée, car les faux ont servi aussi contre lui-même.

Nous relevons contre le colonel Piquart les télégrammes *Blanche* et *Spervanza*, la falsification du *petit bleu*, la suppression de témoins comme Savignac, la falsification de la lettre de B à A, la falsification de la lettre de C à la canaille de D... — ou le nom de Dreyfus a été substitué à l'initiale D... nous relevons les faux Henry, cette lettre de l'agent B à l'agent A, et la falsification des télégrammes Souffrain à l'état-major, les fausses barbes et les lunettes bleues; nous relevons les lettres de chantage d'Esterhazy au Président de la République et la livraison des documents secrets à Esterhazy lui-même pour lui mettre entre les mains cette arme de chantage dont il a si merveilleusement fait usage en prenant à son service le Président de la République, le président du Conseil des ministres et tous les officiers chargés de l'instruction! Et le but de tout cela? Il est bien simple : il s'agissait d'empêcher la révision du procès Dreyfus; le colonel du Paty de Clam vous l'a dit formellement. Le général Gonse vous l'a dit aussi.

Je l'ai fait venir, dit le général Gonse en parlant du colonel du Paty de Clam, lorsque le commandant Esterhazy était dénoncé, et il m'a dit : « Esterhazy est victime d'une odieuse campagne. Il est innocent; il faut, à tout prix, le sauver, car s'il était condamné, ce serait la révision du procès Dreyfus, et il ne faut pas que cette révision se fasse. Il y a des intérêts généraux, et l'intérêt même du pays exige que cette révision ne se fasse pas, du moins en ce moment, et l'intérêt même des grands chefs de l'armée est conforme aux intérêts généraux du pays. »

Je n'ai pas à examiner si les intérêts généraux du pays commandaient alors d'empêcher la révision du procès Dreyfus. Je n'ai pas à examiner non plus si les intérêts particuliers des grands chefs de l'armée devaient primer l'intérêt de la justice; mais je constate que toutes les manœuvres que l'on a relevées n'avaient qu'un but : Ces manœuvres frauduleuses étaient destinées à empêcher la révision.

En bien! s'il est aujourd'hui certain — et ce n'est pas contestable — que la révision a été empêchée en 1897 par des manœuvres frauduleuses et scélérates, il faut que Dreyfus soit restitué malgré ces manœuvres.

On l'a privé criminellement, en 1897, d'une décision de justice qui eût entraîné nécessairement la révision et dont la conséquence légale eût été l'annulation de sa condamnation. Eh bien! si les procédés employés pour aboutir à ce résultat sont frauduleux, il faut annuler le résultat.

Et puisque le résultat ne peut plus être annulé, il faut considérer ce résultat comme nul et restituer Dreyfus contre cette chose jugée : l'acquiescement d'Esterhazy.

Il faut considérer que Dreyfus doit bénéficier judiciairement de cette révision dont on l'a criminellement dépourvu en 1897. D'autre part, s'il y a là un moyen de révision, on peut en tirer un autre de cette considération que si le lieutenant-colonel du Paty de Clam et si Henry se sont livrés à de telles manœuvres postérieurement au procès de 1894, s'ils ont été jusqu'à commettre des faux pour affirmer la culpabilité de Dreyfus, il n'est plus possible à l'heure actuelle de considérer le témoignage qu'ils ont apporté au procès de Dreyfus en 1894 comme celui d'un témoin loyal et légal déposant sans haine et sans crainte après avoir juré de dire toute la vérité et rien que la vérité.

Je dis que ces témoignages sont réputés.

lés frelatés à l'heure qu'il est, et que la révision est absolument nécessaire.

Elle a déjà été consacrée par votre jurisprudence.

On invoque l'arrêt que vous avez rendu dans l'affaire de révision Vaux; on invoque aussi l'arrêt rendu dans l'affaire Jamet et Léger.

Vous savez quel a été le moyen employé. Jamet et Léger avaient été condamnés pour un attentat aux mœurs commis sur la fille Laroche qui affirmait que les auteurs de l'attentat étaient bien Jamet et Léger. Jamet et Léger sont condamnés. Postérieurement, la fille Laroche déclare que l'auteur réel de l'attentat, c'est, non pas Jamet et Léger, mais son père naturel à elle; une information est ouverte et un non-lieu intervient parce que la fille Laroche avait été examinée par les médecins légistes, que ces médecins légistes avaient reconnu en elle la maladie de l'hystérie et qu'ils déclaraient qu'une femme hystérique ne pouvait pas être crue, lorsqu'elle affirme un fait aussi grave que celui de la culpabilité de son père naturel.

Et le garde des sceaux de dire alors : Oui, si le témoignage et la déclaration d'une fille hystérique sont peu dignes de croyance lorsqu'elle accuse le père naturel, ils sont également peu dignes de croyance lorsqu'elle accuse Jamet et Léger; le témoignage de celle-ci est suspect, c'est un témoignage frelaté, ce n'est pas un témoignage judiciaire pouvant servir de base à une accusation; il y a là un fait nouveau, un moyen de révision. C'est ce qu'a apprécié votre Chambre criminelle; elle a annulé l'arrêt de condamnation de Jamet et Léger, qui ont été acquittés.

Nous sommes dans une situation absolument identique, à cela près que du Paty de Clam et Henry n'ont pas la même maladie que la fille Laroche, l'hystérie.

(L'audience est suspendue à 3 h. 55.)

L'audience est reprise à quatre heures, quinze minutes.

M. le président. — Maître Morard, vous avez la parole pour continuer votre plaidoirie.

LES OBJECTIONS FAITES A LA REVISION

M. Morard. — Messieurs, j'ai établi que la révision s'imposait aujourd'hui tant en ce qui concerne les éléments moraux qu'en ce qui concerne les éléments matériels clandestins et l'élément matériel versé au débat.

J'ai établi qu'elle s'imposait en raison des faits nouveaux qui concernent les témoignages apportés par le commandant du Paty de Clam et le commandant Henry au Conseil de guerre de 1894.

Je n'ai plus maintenant qu'à faire justice de quelques objections que vous m'avez apportées, et, à cet égard, il me sera permis d'être très bref.

Car, quelles sont ces objections? Il y a les aveux, l'opinion des cinq ministres de la guerre, résumée par le discours de M. Cavaignac en juillet 1898, et enfin les pièces du dossier secret. Qu'y a-t-il, messieurs, là dedans?

LES AVEUX

M. le président-reporteur avait magistralement détruit cette légende l'autre jour; vous avez entendu hier comment M. le procureur général en établissait d'une manière péremptoire l'absolue inanité.

En ce qui concerne l'opinion des cinq ministres et le discours de M. Cavaignac, qui le résume, il faut bien reconnaître que si cinq ministres ont émis l'opinion que Dreyfus était coupable, il n'y a là en réalité que cinq reflets d'une opinion unique, l'opinion du bureau des renseignements. Et M. le procureur général nous faisait remarquer hier que certains ministres de la guerre avaient avoué ne pas avoir ouvert le dossier.

L'opinion qu'ils émettaient était celle qu'ils avaient empruntée au bureau des renseignements, et vous auriez eu cinquante ministres de la guerre au lieu de cinq, vous auriez eu cinquante ministres affirmant la culpabilité de Dreyfus, parce que c'était l'opinion du bureau des renseignements. Lorsqu'il s'est agi de formuler cette opinion et de recueillir les objections à la révision, M. Cavaignac s'est chargé de cette tâche, et il l'a accompli d'ailleurs magistralement. Vous connaissez, messieurs, le discours du 7 juillet 1898. Il y aurait peut-être quelque cruauté à y insister aujourd'hui. Vous savez que ce que M. Cavaignac pouvait opposer à la révision, c'était la légende des aveux, dont il ne reste rien, et c'étaient cinq documents, dont quatre faux et une pièce inapplicable à Dreyfus. Je n'insisterai pas plus longuement sur le discours de M. Cavaignac. J'arrive au dossier secret.

Qu'y a-t-il au dossier secret? Des pièces informes, incomplètes, dont il faut d'abord reconstituer le texte. Et, lorsqu'on a reconstitué hypothétiquement un texte, on bâtit sur cette hypothèse d'autres hypothèses nouvelles, à l'effet d'établir une argumentation contre Dreyfus; mais on peut aussi établir une argumentation absolument différente qui se retourne contre les accusateurs et innocente Dreyfus.

M. le procureur général a fait justice de toutes ces pièces qu'il a si bien commentées. Je n'insisterai pas, sinon pour citer une démonstration qui m'a paru péremptoire.

Je constate que, dans ce dossier secret, il est question d'un espion qui fournit des renseignements à l'agent A, et ce sont là des pièces qui corroborent la déclaration du comte Torielli, à savoir que les agents A et B avaient un informateur, un pauvre hère du nom de Dubois, qui était désigné par les pièces ci-dessus. Or, cette déclaration du comte Torielli, qui est péremptoire pour la Cour, ne l'était pas pour le bureau des renseignements. Or, il est certain qu'il y a dans le dossier secret des pièces établissant qu'il y avait, pour les agents A et B, un informateur du nom de Dubois.

Je ne rappelle cela que pour exprimer un certain étonnement en ce qui concerne la communication faite au Conseil de guerre de 1894.

On a communiqué au Conseil de guerre la pièce : *Ce canaille de D...* il eût été honnête d'annexer à cette pièce « Ce canaille de D... » les autres pièces du dossier militaire dans lesquelles il était effectivement dit que les agents A et B

étaient en relations d'espionnage avec Dubois, et qui eussent ainsi éclairé cette question en ce qui concerne « Cette canaille de D... », dont on a fait un si monstrueux et si abusif usage. Pourquoi ne l'a-t-on pas fait?

Je ne m'arrêterai en ce qui concerne les révélations faites par le dossier, que sur les quatre chefs d'espionnage relevés contre Dreyfus. Vous savez, en effet, que parmi ces pièces informes et hypothétiques sur lesquelles on a établi une si invraisemblable accusation contre Dreyfus, se trouvent quatre chefs d'accusation nettement formulés contre Dreyfus.

Ce sont ces quatre chefs que je veux examiner, non pas que je considère qu'il y ait là le moindre obstacle à la révision — puisque ces chefs n'ont pas été soumis aux juges de 1894 — mais pour montrer que, en ce qui concerne le malheureux Dreyfus, il n'y avait pas de chef d'accusation valable, et je veux laver cet homme de toutes les infamies qu'on a déversées sur sa tête. Ces pièces sont : l'obus Robin, le chargement des obus à la mélite, l'attribution de l'artillerie lourde aux armées et les cours de l'Ecole de guerre.

En ce qui concerne ces quatre objets, il y aurait, paraît-il, des livraisons faites par un informateur quelconque à l'agent A.

L'obus Robin! Ah! ici, messieurs, nous sommes en présence d'une accusation d'espionnage véritablement extraordinaire, car on accuse Dreyfus d'avoir livré à une puissance étrangère des secrets concernant l'obus Robin.

On avoue qu'il n'est pas sûr le moins du monde qu'il y ait eu une livraison de renseignements à cet égard. L'obus Robin est un obus à mitraille, et on a constaté qu'en même temps que l'on poursuivait des études en France pour l'adoption de cet obus, on poursuivait des études analogues en Allemagne.

On nous a dit que l'obus Robin avait de sensibles analogies avec le shrapnell de cette puissance, et M. le général Roguet vous disait : « Il y a une coïncidence étrange, puisque la caractéristique de l'obus Robin est d'être, non pas à des découvertes résultant de calculs de savants plus ou moins ingénieux — calculs qui peuvent être poursuivis simultanément par plusieurs puissances — cela résulte d'un tour de main. »

Comment se fait-il donc que le shrapnell soit analogue à l'obus Robin? Messieurs, si l'on se reporte aux pièces du dossier militaire, on constate d'abord que si réellement l'une des puissances a copié l'autre, ce ne sont pas nos voisins qui nous ont emprunté la découverte, c'est nous qui avons copié nos voisins.

En effet, nous trouvons dans la note du général Deloye que dans les pièces 60 et 70 du dossier militaire, qui sont des notes aux généraux Gonse et Deloye, nos voisins ont adopté leur shrapnell en 1891, tandis que nous avons poursuivi nos recherches à cet égard, et ce n'est que trois ans plus tard que nous avons adopté l'obus Robin.

Eh bien! messieurs, en admettant même qu'il y ait similitude entre les deux engins, s'il y a une puissance qui a copié l'autre, n'est-il pas manifeste que cette puissance sera la France et non la puissance étrangère?

Mais il y a plus, l'obus Robin et le shrapnell que l'on nous représente comme copié l'un par l'autre, comme dérivant l'un de l'autre, le commandant Hartmann a déclaré que, pour lui, il n'y avait pas d'obus à mitraille plus dissimilables l'un de l'autre, et, effectivement, l'un, notre obus Robin, est un obus à mitraille chargé de projectiles noyés dans de la poudre comprimée, et c'est précisément d'arriver à cette compression de la poudre dans l'obus que résulterait le secret de l'engin. Or, le shrapnell étranger est un obus à mitraille où les projectiles sont noyés dans de la poudre comprimée, mais dans une substance fumigène; ce qu'on cherche avec le shrapnell étranger, c'est à faire éclater un obus en faisant dégager un nuage de fumée qui indique aux artilleurs qui ont lancé le projectile l'endroit où il est tombé. Voilà le projectile allemand. Le nôtre tend uniquement à projeter sur la surface la plus grande possible la mitraille renfermée dans cet obus.

Donc, messieurs, il y a entre les deux engins une dissimilitude. Mais il y a plus.

La note du général Deloye vous renvoyait, messieurs, à la *Revue d'artillerie*. Vous pouvez vous reporter, messieurs, à cette *Revue d'artillerie*, numéros de juillet 1896 et décembre 1898.

Vous y trouverez des extraits du Manuel allemand de Forzy, qui donne des indications très précises sur ce shrapnell, et vous y trouverez des indications absolument conformes à celles qui vous ont été données par le commandant Hartmann et qui révèlent le détail de construction qu'il y a, dans ce shrapnell, une sorte de compartiment à l'arrière séparé par un diaphragme de la partie la plus importante de l'obus.

Or, messieurs, le commandant Hartmann, dans les explications qu'il m'a données à cet égard, me faisait remarquer que l'on ne pouvait pas, avec un dispositif de ce genre, arriver à construire un obus à mitraille renfermant de la poudre comprimée, parce que nécessairement, en comprimant la poudre dans la partie centrale de l'engin, on arrive à crever le diaphragme.

Donc, messieurs, une dissimilitude absolue entre le shrapnell en question et l'obus Robin; et, en admettant que les engins soient semblables, il est certain que si l'une des puissances a copié l'autre, ce n'est pas l'Allemagne, c'est la France.

Aussi, messieurs, n'a-t-on pas pu relever un fait d'espionnage commis au profit de l'agent A par un informateur français quelconque.

Et cependant, l'on accuse Dreyfus d'avoir commis à cet égard un acte d'espionnage au profit de l'Allemagne.

Quelle preuve en apporte-t-on?

Oh! c'est : Dreyfus a écrit au capitaine de Rémusat de vouloir bien lui donner certains renseignements en ce qui concerne cet obus Robin dont il avait suivi avec intérêt les études, alors qu'il était détaché à l'Ecole de pyrotechnie. Le capitaine de Rémusat trouva que les renseignements sont trop confidentiels pour être envoyés par lettre à un collègue, il refuse de répondre.

Et ce sont ces renseignements que le capitaine de Rémusat a refusé d'envoyer à Dreyfus qui auraient été transmis à l'Allemagne.

Véritablement, messieurs, c'est étrange!

J'ajoute qu'en ce qui concerne la demande de Dreyfus elle-même, elle est étrange. Dreyfus avait écrit, nous dit-on, en par-

lant au nom de ses professeurs de l'Ecole de guerre.

Je désirerais beaucoup, pour ma part, avoir connaissance de cette lettre de Dreyfus, qui n'est pas produite.

Oh! j'admets sans difficulté aucune les assertions de M. le capitaine de Rémusat, mais je demande si la lettre de Dreyfus et notamment si l'indication qu'elle donne de professeurs de l'Ecole de guerre désirant des renseignements à cet égard ne s'explique pas tout naturellement par ce trait de caractère qu'ont révélé un grand nombre de témoins, à savoir que Dreyfus aimait à se renseigner sur toutes les inventions nouvelles et que, lorsqu'il s'était renseigné, il aimait à faire montre de ses connaissances devant ses supérieurs hiérarchiques.

Quoi d'étonnant, dès lors, que Dreyfus ayant suivi à l'Ecole de pyrotechnie, avec un grand intérêt, les études qui se poursuivaient en ce qui concerne l'obus Robin, lorsqu'il est à l'Ecole de guerre demandant des renseignements pour ses professeurs.

Pourquoi? Parce que, lorsqu'il aura des renseignements, il s'efforcera d'avoir avec eux une conversation analogue à celles qu'il a eues, en 1894, avec le général de Boisdeffre, conversation qui vous a été rapportée par M. le général Roget.

Dans cette lettre du capitaine Dreyfus à M. le capitaine de Rémusat il n'y a rien que de très naturel.

En ce qui concerne un fait d'espionnage relatif à l'obus Robin il n'y a aucune espèce d'acte, et j'ajouterais même qu'on va, en ce qui concerne ce fait de l'obus Robin, à l'encontre des vraisemblances les mieux établies.

CHARGEMENT DES OBUS A LA MELINITE

Notre service des renseignements a trouvé, effectivement, qu'on avait livré à l'agent A un document concernant la manière dont on chargeait les obus à la mélite.

On nous dit : « Si ce document a été livré à l'agent A, ce ne peut être que par Dreyfus. » Pourquoi? La preuve c'est que ce document se trouvait à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges.

Alors, il n'y avait donc qu'à l'Ecole de pyrotechnie que ce document se trouvait?

Non, car le commandant Cuignet vous a rapporté que cette instruction concernant le chargement des obus à la mélite avait été tirée à deux cents exemplaires (p. 67 du dossier militaire); que l'autographe avait été tirée le 3 septembre 1897, et qu'on en avait fait des envois dans tous les corps d'armée le 18 septembre (pièces 80, 90 et 93).

Ainsi voilà un document qui se trouve non seulement au ministère de la guerre, où l'autographe a été faite, qui se trouve non seulement à l'Ecole de pyrotechnie de Bourges, mais qui se trouve encore dans tous les corps d'armée. Comment pouvez-vous dire dès lors que l'informateur de l'agent A a pu soustraire l'exemplaire de l'instruction qu'il voulait envoyer à l'agent A à l'Ecole de pyrotechnie même? Vous n'avez à cet égard aucun commencement de preuve.

Le bureau des renseignements a la pièce qui indique à l'agent A l'envoi de cette instruction confidentielle, et on a reconstitué en partie cette pièce, on a examiné l'écriture de cette pièce, on a fait expertiser cette écriture et on a confié l'expertise à M. Berillon...

Certes, s'il est quelqu'un qui retrouve l'écriture de Dreyfus d'une façon certaine partout où elle peut se déguiser, c'est bien cet expert, et M. Berillon a fait un rapport où il déclare formellement que l'attribution à Dreyfus du document en question n'est pas fondée en fait.

Eh bien! messieurs, y a-t-il véritablement possibilité dans ces conditions d'attribuer cet acte d'espionnage réellement commis au capitaine Dreyfus?

On n'avait relevé contre lui qu'une charge, c'est que ce document, qui était revêtu d'une écriture qui n'était pas la sienne, était écrit sur un papier pelure.

Or, messieurs, si c'était là une charge contre Dreyfus lorsqu'en 1894 on affirmait, par une pétition de principe, que c'était Dreyfus qui se servait de papier pelure, aujourd'hui il n'y a plus dans ce fait qu'une charge contre Esterhazy, puisqu'il est avéré que si l'on n'a jamais pu trouver de documents écrits de l'écriture de Dreyfus sur papier pelure, on a au contraire trouvé des documents émanés d'Esterhazy écrits sur ce papier.

J'ajouterais qu'il y a là une charge bien légère, car si l'instruction concernant le chargement des obus à la mélite est écrite sur papier pelure, elle n'est pas écrite sur papier analogue à celui du bordereau.

Il est juste de remarquer, à la décharge d'Esterhazy, qu'il n'est pas similaire. Mais, d'autre part, Esterhazy a déclaré qu'il avait toujours eu du papier pelure à sa disposition; dans ces conditions, si réellement on veut rechercher l'auteur de cet acte d'espionnage, je crois qu'il vaudrait beaucoup mieux, pour chercher à atteindre le véritable coupable, diriger ses recherches du côté d'Esterhazy que du côté de Dreyfus.

Troisième chef d'espionnage : attribution de l'artillerie lourde des armées. — Il s'agit d'un travail rédigé par le commandant Weill sur ce sujet : la minute du travail rédigé par ce commandant a disparu. Or, nous dit-on, il y a eu un acte d'espionnage. Qui a pu le commettre? Dreyfus, qui est passé à un moment donné, par le bureau où se trouvait le commandant Weill.

Messieurs, reportez-vous à la date de cet acte d'espionnage : l'acte d'espionnage a été commis, du moins au bureau des renseignements on en a reçu la preuve par la voie ordinaire, à la date du 28 décembre 1893; ce n'est pas, il est vrai, la date de l'acte même de l'espionnage; mais, si vous vous reportez aux explications qui vous ont été données lorsqu'il s'est agi de déterminer la date du bordereau, vous savez qu'on doit faire remonter à la peu près deux mois auparavant la date du fait de l'espionnage qui se trouve révélé par un envoi arrivant par la voie ordinaire. La réception de cet envoi a eu lieu le 28 décembre 1893; si nous appliquons la règle empirique qui nous a été indiquée pour déterminer la date de l'acte d'espionnage, nous arrivons ainsi à placer approximativement cette date au mois d'octobre 1893.

Et alors je ferai constater purement et simplement qu'il y avait au moment où cet acte d'espionnage se commettait, plus d'un an que Dreyfus était arrêté.

Donc, en ce qui concerne le fait d'es-

piionage précédent (chargement d'obus à la mélite) comme en ce qui concerne ce troisième chef d'espionnage, voilà des faits qui certainement ne peuvent pas se référer à Dreyfus; mais d'une façon non moins certaine, postérieurement à l'arrestation et à la condamnation de Dreyfus, des documents ont continué à être livrés à l'agent A, et que notamment postérieurement à la condamnation, on livrait au même agent A des documents qui sortaient du ministère de la guerre (lettre du commandant Bell).

Mais il y a une autre preuve, non moins certaine.

Reportez-vous au rapport du commandant du Paty de Clam, lorsque Dreyfus a été arrêté. Il est dit au début même du rapport que les indications contenues dans le bordereau ayant permis de circoscrire le champ des investigations au ministère de la guerre, on procéda à une enquête discrète parmi le personnel permanent de l'état-major de l'armée.

De cette enquête il résulte : « 1^o Qu'

